

CE MAGAZINE VOUS  
EST OFFERT

THIS MAGAZINE  
IS FREE

AFRIQUE

- **Top 10 des villes les plus attractives en 2025**
- **Panorama de l'excellence hôtelière**

BURKINA FASO

**Comment le Président Traoré redessine le développement du pays**



# EDITORIAL

## 2026, une année de défis

Le rituel est immuable: chaque nouvelle année rime avec la ritournelle sans fin des vœux. A défaut de nouveaux, les anciens souhaits sont réchauffés et servis avec le même entrain que la défunte année qui n'a pas connu leur réalisation. Mais la nouvelle année, c'est surtout l'occasion rêvée pour engager de nouvelles résolutions, tant pour soi, pour son entreprise mais surtout pour son pays. C'est ainsi que le Burkina Faso est en voie d'une profonde mue, tant politique qu'économique. La Révolution progressiste et populaire est passée par là.

En effet, depuis son arrivée au pouvoir en septembre 2022, le Président du Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré a fait le choix de l'action, en lieu et place des discours et promesses sans lendemain. Une option dont le pilier central, «Faso Mèbo» touche tous les secteurs mais, surtout, fait de tous les Burkinabè les premiers et seuls acteurs de leur mieux-être. C'est ainsi que, chacun «met la main à la pâte» ou à la poche, qui apportant de l'espèce sonnante et rébuchante, qui faisant travailler les méninges pour la conception, et d'autres maniant avec dextérités les outils de travail. Tous n'ont qu'un objectif : écrire ensemble avec le Président du Faso, la nouvelle histoire du «pays des Hommes intègres» sur la base d'une souveraineté assumée.

Infrastructures routières, sanitaires, agricoles, éducatives, poussent comme des champignons et la plupart sur fonds propres, à l'instar de ce projet historique déjà en branle, de la construction de l'autoroute, longue de plus de presque 400 kilomètres, reliant la capitale politique, Ouagadougou à celle économique, Bobo-Dioulasso. L'industrialisation est loin d'être en reste. Elle constitue même une priorité dans le plan de développement ambitieux du Burkina Faso qui en plus de se battre contre des aléas naturels dont le stress hydrique, est confronté, comme le Mali et le Niger, les deux autres pays de la Confédération des Etats du Sahel (AES), à l'hydre terroriste. Mais l'avenir est visiblement prometteur au vu des résultats déjà engrangés sous le leadership de celui que ses compatriotes appellent affectueusement «IB».

«Comment le Président Traoré redessine le développement du Burkina Faso». C'est le dossier que vous propose dans ce numéro, HOME Magazine, qui, comme à l'accoutumée vous fait voyager à travers le continent. Une fois de plus, votre trimestriel panafricain vous sert ce qu'il y a de mieux en matière des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier.

A notre fidèle lectorat, nous souhaitons une bonne et heureuse année 2026 de paix et de pleine réalisation de vos vœux.



**Innocent BELEMTOUGRI**  
*Chevalier de l'Ordre de l'Étalon*  
*Chairman of the Board of BITEL GROUP*  
*Consultant- Founder of Cabinet SEMICA*  
*Chief Executive Officer*



# S O M M A I R E

## **8** GHANA **Un investissement massif de 460 millions de dollars pour transformer le réseau routier**



- 7** SEMICA  
Le catalyseur de l'avenir énergétique et minier de l'Afrique
- 9** SANTE POUR TOUS AU MALI  
Le général Assimi Goïta lance un chantier historique de 15 hôpitaux
- 11** BURKINA FASO  
Comment le Président Traoré redessine le développement du pays



- 12** Routes, usines, hôpitaux : les chantiers structurants de la Révolution progressiste populaire
- 15** Le capitaine Ibrahim Traoré lance les travaux de l'autoroute Ouagadougou-Bobo-Dioulasso

**16** Un investissement de 800 millions FCFA pour sécuriser l'eau et relancer les activités rurales du barrage de Goulouré

**17** Bitumage de la route Kaya-Barsalogo : Une promesse du capitaine Ibrahim Traoré en voie d'aboutissement

**18** HEREDOUGOU : Un pont moderne et résilient pour sécuriser durablement la RN1

**21** 20 milliards FCFA pour transformer l'axe routier Bobo-Orodara-Frontière du Mali

**22** SANTE : Gaoua doté de son tout premier centre d'hémodialyse



**26** CHU DE PALA À BOBO DIOULASSO  
Un hôpital XXL pour servir la région de l'Ouest

**28** TANNOUNYAN : Le projet PréBBO détaille les travaux de réhabilitation et de bitumage des axes Bobo-Banfara et Banfara-Orodara

**29** ROUTES, RAILS ET EMPLOIS : 2025 a été une année intense pour le ministère des Infrastructures et du Désenclavement

**32** FREDERIC YAMEOGO, PRESIDENT DES GILETS VERTS  
«La réforme du foncier est une bonne voie, mais la mise en œuvre reste le véritable défi»

**37** RDC  
L'excellence architecturale s'installe à Brazzaville

**38** Pointe-Noire sacrée leader du transit en Afrique centrale

**39** 80 % des travaux déjà réalisés, une dynamique industrielle en marche à la Zone économique spéciale de Kin-Malebo

# AIRRE

- 42** RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
**Lancement des travaux du port de Mongoumba, pilier du corridor Pointe-Noire-Bangui**
- 43** NAMIBIE  
**Le défi du financement routier, une urgence à 460 millions de dollars**
- 44** L'autoroute Hage Geingob, nouveau moteur du hub logistique régional
- 45** CORRIDOR DE LA CORNE DE L'AFRIQUE  
**La BAD débloque 76 millions de dollars supplémentaires pour la Somalie**
- 46** KENYA  
**De nouveaux outils financiers pour transformer son paysage infrastructurel**
- 47** Les règles budgétaires durcies pour mettre fin au surcoût des infrastructures
- 48** Le magnat nigérian Tony Elumelu injecte 1 milliard de dollars dans les infrastructures nationales
- 49** AFRIQUE DU SUD  
**Le pays réussit son pari financier pour moderniser ses infrastructures**
- 51** AMBITIONS AÉROPORTUAIRES  
**La Tunisie engage une transformation majeure de ses infrastructures**

## 72

### AFRIQUE

### Top 10 des villes les plus attractives en 2025



- 61** AFRIQUE  
**Panorama de l'excellence hôtelière**
- 67** VERS UNE MUTATION URBAINE EN AFRIQUE  
**L'alliance du numérique et du durable**
- 70** LE GRAND MUSÉE ÉGYPTIEN  
**Un chef-d'œuvre monumental au cœur du plateau de Gizeh**
- 74** CÔTE D'IVOIRE  
**La Tour de la Nation, ce nouveau géant de 225 mètres en gestation à Abidjan**



**HOME, Le Magazine panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier**

**The Pan-African Magazine of Infrastructure, Housing and Real Estate**  
**10 BP 524 Ouagadougou 10**  
**Email : [marketing@homemag.info](mailto:marketing@homemag.info)**  
**Tel : +226 70 20 24 66**  
**[www.homemag.info](http://www.homemag.info)**

Ce magazine est le vôtre ! Il vous est offert par BITEL GROUP. Vous pouvez également recevoir la version numérique en vous connectant sur le site [www.homemag.info](http://www.homemag.info)

**Directeur de publication :**  
Innocent BELEMTOUGRI

**Directrice exécutive :**  
Sylvie ZONGO DALA

**Conception Graphique & Réalisation:**  
BITEL GROUP

**Régie/Advertising :**  
BITEL GROUP

**Distribution :**  
BITEL GROUP

**Impression/print :**  
Africa Print

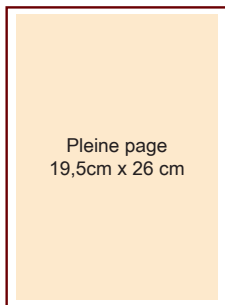
**Tirage/printed copies :**  
5000 exemplaires

Dépôt Légal N° 2300/2021 du 20/  
Décembre 2021

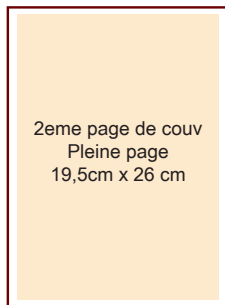
### HOME Mag

Octobre - Novembre - Décembre 2025  
Pour toutes informations,  
contactez-nous :  
Par mail : [info@homemag.info](mailto:info@homemag.info)

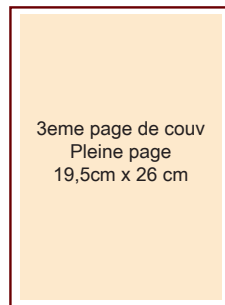
## NOS TARIFS



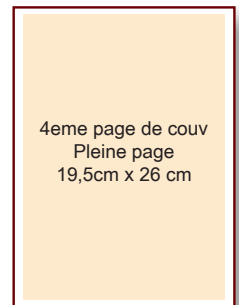
2.000.000 FCFA



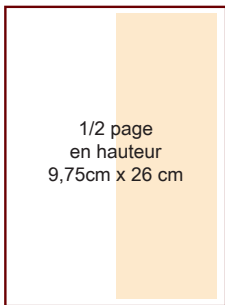
3.000.000 FCFA



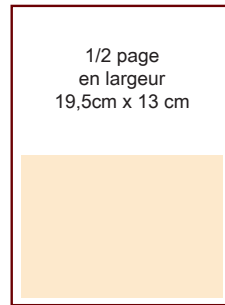
3.000.000 FCFA



4.000.000 FCFA



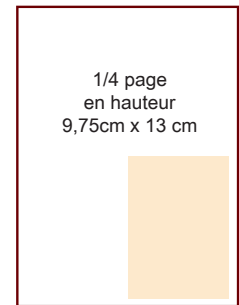
1.000.000 FCFA



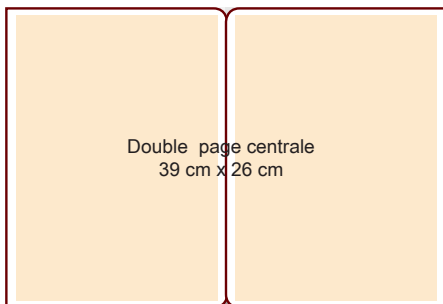
1.000.000 FCFA



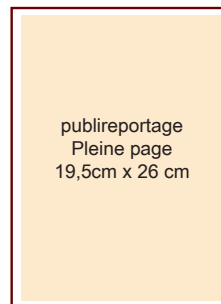
750.000 FCFA



750.000 FCFA



6.000.000 FCFA



2.500.000 FCFA

NB :

1. Les éléments à diffuser doivent nous parvenir au plus tard le 15 du mois précédent la prochaine parution.
2. La réalisation des insertions par nos soins ne sont pas pris en compte dans la présente grille tarifaire.

# SEMICA

## Le catalyseur de l'avenir énergétique et minier de l'Afrique

Il y a plus de dix ans, de l'expérience et de la vision de Bitel Group est né un projet audacieux : SEMICA SARL. Loin d'être un simple cabinet de conseil, SEMICA s'est imposé comme un véritable catalyseur pour les secteurs des mines, de l'énergie et des hydrocarbures en Afrique. Son ambition ? Créer un pont solide entre les investisseurs étrangers et le potentiel immense du continent.



### Plus que des événements, des opportunités.

Au fil des années, SEMICA a transformé des salons en véritables tribunes continentales. Ces événements annuels à Ouagadougou sont devenus des rendez-vous incontournables où se retrouvent les acteurs stratégiques du monde entier pour forger des partenariats et débloquer des investissements cruciaux pour le développement de l'Afrique.

L'expertise de SEMICA ne s'arrête pas à l'organisation. Son équipe de spécialistes se distingue par la qualité de ses services de conseil, notamment dans les études géologiques pour l'exploration et la géotechnique. Le cabinet est également un connecteur hors pair, capable de mettre en relation des partenaires publics et privés pour transformer des idées en projets concrets.

### Une reconnaissance qui dépasse les frontières

L'impact de SEMICA est tel qu'il est

devenu un label reconnu et enregistré auprès de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle. Sa réputation lui vaut d'être régulièrement sollicité par plusieurs États africains pour dynamiser leurs secteurs énergétiques et miniers.

Son parcours est jalonné de succès qui témoignent de son influence :

**2012-2017** : Lancement et organisation du premier salon international privé dédié aux mines, à l'énergie et aux hydrocarbures.

**2018** : Au Bénin, sous le leadership du Président Patrice TALON, SEMICA organise le premier salon international des mines, des carrières et du pétrole.

**2019** : Au Libéria, sous la houlette du Président George WEAH, il monte le premier salon international de l'énergie, des mines et des hydrocarbures.

**2020** : En République Centrafricaine, avec le soutien du Président Faustin Archange TOUADERA, le cabinet organise le premier salon international des mines, des car-

rières et du pétrole.

**2024** : SEMICA est choisi pour organiser la 4ème édition de l'ECOMOF (Forum des Mines et du Pétrole de la CEDEAO) à Cotonou, pour le compte du Gouvernement du Bénin.

**2023-2025** : L'État du Burkina Faso confie à SEMICA l'organisation annuelle de la SAMAO (Semaine des Activités Minières d'Afrique de l'Ouest), une marque de confiance qui consolide son rôle de leader dans la promotion internationale du secteur minier.

**2026** : Grand succès au SEMICA TCHAD en janvier 2026

Grâce à son équipe visionnaire, SEMICA se positionne comme un acteur essentiel pour bâtir un avenir énergétique durable, favoriser une exploitation responsable des ressources et multiplier les opportunités d'affaires sur le continent. C'est la preuve qu'une vision, lorsqu'elle est portée par l'expertise, peut changer la donne.

## GHANA

# Un investissement massif de 460 millions de dollars pour transformer le réseau routier

Le Parlement du Ghana a validé un financement de 5,3 milliards de cedis, soit environ 460 millions de dollars, au profit du ministère des Routes et des Autoroutes. Cette décision, rendue publique au début du mois de décembre 2025, s'inscrit dans la planification financière pour l'exercice 2026. L'objectif principal de cette dotation est de moderniser les infrastructures de transport afin de fluidifier les échanges commerciaux et d'améliorer les conditions de déplacement des populations sur l'ensemble du territoire national.



Cette injection de capitaux est d'une importance capitale pour l'économie du pays puisque les routes supportent plus de 90 % du transit des marchandises et des voyageurs. Selon les prévisions partagées par Isaac Adjei Mensah, le président de la commission des routes et transports au Parlement, les chantiers programmés devraient agir comme un moteur social puissant en créant un demi-million de postes de travail directs et indirects. Parallèlement à ces grands travaux, le gouvernement prévoit de renforcer ses services administratifs en recrutant 137 nouveaux collabo-

rateurs pour combler les postes vacants au sein des agences rattachées au ministère.

Ce soutien budgétaire s'insère dans une stratégie plus vaste nommée Big Push qui vise à résorber le retard structurel du Ghana. En effet, le pays affiche actuellement un score de 47 sur 100 selon les critères du Global Infrastructure Hub, une performance jugée insuffisante par les dirigeants. Pour y remédier, l'État avait déjà mobilisé près de 14 milliards de cedis en 2025 et prévoit d'intensifier ses efforts pour atteindre une enveloppe annuelle de 21,2 milliards de cedis à l'horizon 2028.

Les opérations se concentreront sur la réfection et la création de voies de communication à plusieurs échelles, allant des axes ruraux aux grandes artères régionales. Une attention particulière sera également portée au développement des routes transfrontalières stratégiques. Ces corridors sont essentiels pour renforcer l'intégration économique du Ghana avec ses voisins et garantir une croissance durable portée par des infrastructures solides et modernes.

Source : Agence Ecofin / Ghana News Agency



## SANTE POUR TOUS AU MALI

# Le général Assimi Goïta lance un chantier historique de 15 hôpitaux

Le paysage sanitaire malien s'apprête à connaître une mutation sans précédent. Le lundi 10 novembre 2025, le président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, a officiellement lancé le « Programme présidentiel d'urgence hospitalière ». Ce projet d'envergure prévoit la construction et la modernisation de 15 infrastructures sanitaires à travers le pays, marquant une étape décisive dans l'accès aux soins de qualité.

C'est au Centre de santé de référence (CSREF) du 1<sup>er</sup> arrondissement de Bamako, sous les acclamations d'une foule enthousiaste, que le chef de l'État a posé la première pierre de ce vaste chantier. Entouré des membres du gouvernement, le président a réaffirmé sa volonté de placer la santé au cœur de la Transition. Ce programme n'est pas le fruit du hasard. Il découle directement des recommandations issues des États généraux de la santé de décembre 2024. L'objectif est clair : désengorger les grands centres hospitaliers nationaux et rapprocher les soins spécialisés des citoyens, qu'ils vivent

dans la capitale ou en région. Pour la ministre de la Santé et du Développement social, le médecin-colonel-major Assa Badiallo Touré, ce projet incarne le droit fondamental à la santé : « Ces infrastructures seront des témoignages de la volonté manifeste du gouvernement de rapprocher les soins de qualité aux populations. Elles permettront de réduire les évacuations et de désengorger les structures existantes », a-t-elle déclaré lors de son allocution.

### Bamako et les régions : une modernisation à double vitesse

Le plan de déploiement se veut

équilibré et stratégique : à Bamako, les CSREF des six arrondissements vont être transformés en véritables hôpitaux de district. Ces nouveaux édifices de 4 à 5 niveaux disposeront d'une capacité de plus de 80 lits. Innovation majeure : les hôpitaux des 1<sup>er</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements intégreront des unités d'hémodialyse, une lueur d'espoir pour les nombreux patients souffrant d'insuffisance rénale. En zones rurales et régionales : deux nouveaux hôpitaux de district (105 lits chacun) verront le jour à Bla et Kangaba. Parallèlement, sept hôpitaux régionaux seront érigés à San, Koutiala, Bougouni, Dioïla, Nioro, Bandiagara et Koulikoro.



### Un financement 100 % national

Signe d'une souveraineté affirmée, ce projet est entièrement financé par le budget national. Les délais d'exécution sont ambitieux : 12 mois pour les hôpitaux de district de Bamako et 24 mois pour les infrastructures régionales.

Ce renforcement du système de santé intervient dans un contexte où le Mali fait face à des défis sécuritaires majeurs, notamment dans le Nord et le Centre, où les infrastructures ont souvent été dégradées par les conflits.

L'effort budgétaire suit cette ambition : dans la loi de finances 2026, l'État prévoit d'allouer 198,1 milliards FCFA au secteur de la santé, contre 160,9 milliards en 2025. En dotant ces futurs hôpitaux de plateaux techniques modernes (chirurgie, urgences, consultations spécialisées), le gouvernement malien espère non seulement soigner mieux, mais aussi restaurer la présence de l'État par les services sociaux de base sur l'ensemble du territoire.

**Source : ministère de la Santé et du Développement social du Mali / Images : Présidence de la République du Mali**





BURKINA FASO

# Comment le Président Traoré redessine le développement du pays

BURKINA FASO

# Routes, usines, hôpitaux : les chantiers structurants de la Révolution progressiste populaire

Depuis son arrivée au pouvoir en septembre 2022, le capitaine Ibrahim Traoré a engagé le Burkina Faso dans une dynamique de grands chantiers structurants. Les infrastructures routières, sanitaires, éducatives et agricoles et l'industrialisation constituent les piliers de cette politique visant la souveraineté économique, le développement endogène et l'amélioration des conditions de vie des populations.



Le développement des infrastructures routières figure au cœur de l'action gouvernementale durant la transition. L'objectif affiché est clair : désenclaver les régions, renforcer l'intégration économique et faciliter les échanges nationaux et sous-régionaux.

Projet emblématique de cette vision, l'autoroute Ouagadougou-Bobo-Dioulasso, lancée officiellement le 16 décembre 2025, ambitionne de relier les deux principales capitales du pays (politique et économique) par une voie moderne et sécurisée. Cette infrastructure stratégique devrait considérablement fluidifier le trafic et renforcer les échanges commerciaux.

Dans la même dynamique, la réhabilitation de la route nationale RN8, reliant Bobo-Dioulasso à Orodara

jusqu'à la frontière malienne, vise à améliorer la circulation des biens et des personnes vers un partenaire commercial majeur du Burkina Faso. Autre innovation majeure : l'initiative « Faso Mébo », lancée fin 2024. Ce programme entend doter le pays de ses propres engins de travaux publics afin de bitumer entre 3 000 et 5 000 kilomètres de routes par an, en privilégiant les ressources locales et en réduisant la dépendance aux financements extérieurs.

La question du logement n'est pas en reste. Persuadé que la productivité des citoyens et la qualité de leur cadre de vie sont liées et qu'un Burkinabè bien logé est un acteur plus efficace au service de la Nation. Le gouvernement a fait de la problématique de l'habitat et du logement une priorité. Dans ce sens, une stra-

tégie de reconfiguration urbaine est mise en œuvre afin de développer un habitat de qualité et résilient pour les villes avec notamment un ambitieux programme de construction de 50 000 logements sociaux. Le gouvernement prévoit aussi la réalisation d'un complexe intégré de la transition qui comprendra un immeuble mixte de sept niveaux ainsi qu'un marché moderne. Le secteur de Bassinko verra naître la « cité de la Renaissance » dotée de 300 logements, tandis qu'un projet de ville nouvelle sera lancé à Saaba.

Industrialisation : transformer localement pour créer de la valeur  
Sous le leadership du capitaine Traoré, l'industrialisation fondée sur la transformation locale des matières premières s'impose comme un axe

stratégique de développement.

À Bobo-Dioulasso, l'usine de transformation de tomates SOBTO, inaugurée en novembre 2024, contribue à la valorisation de la production nationale tout en réduisant les importations de concentré de tomates. Toujours dans la capitale économique, les usines Agroserve de transformation de noix de cajou et de maïs, inaugurées en décembre 2025, disposent d'une capacité annuelle de transformation de 150 000 tonnes de cajou. Elles constituent un levier important pour la création d'emplois et l'augmentation des revenus des producteurs.

À Pabré, l'inauguration en mars 2025 de la première usine burkinabè de production de détergents (savon en poudre) marque une étape significative dans la diversification du tissu industriel national.

La modernisation des infrastructures sanitaires constitue également une priorité des autorités de la transition. Le lancement des travaux du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Gaoua, d'un coût estimé à 45 milliards de FCFA, vise à améliorer l'accès aux soins spécialisés dans la région du Sud-Ouest.

À Bobo-Dioulasso, le CHU de Pala, récemment inauguré, contribue à désengorger les structures sanitaires existantes et à renforcer les capacités de prise en charge médicale dans



la deuxième ville du pays.

Pour faire face aux défis alimentaires, le président de la transition a initié l'Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025, avec pour ambition l'autosuffisance alimentaire.

Parmi les projets phares figure la construction du barrage de Sanghin, destiné à l'irrigation agricole et à l'alimentation en eau potable, financée entièrement par le budget national.

Les aménagements hydro-agricoles de Bagré connaissent également une modernisation visant à soutenir la production de cultures stratégiques telles que le blé, la tomate et la pomme de terre.

En parallèle, un vaste programme de

mécanisation agricole a été engagé, avec la remise de tracteurs et de motopompes.

À travers ces multiples chantiers, le capitaine Ibrahim Traoré imprime une orientation politique axée sur la souveraineté nationale, la valorisation des ressources locales et la transformation structurelle de l'économie burkinabè. Si les défis sécuritaires et financiers demeurent, ces projets traduisent une volonté de rupture avec les modèles de développement dépendants et ouvrent de nouvelles perspectives pour le Burkina Faso.

Dans ce dossier, nous proposons une revue non exhaustive des chantiers lancés pour transformer le visage du Burkina Faso.



## LOGEMENT SOCIAL

# Le gouvernement engage la révolution

Le Premier ministre a dévoilé, lors de la présentation de son discours de politique générale le 27 décembre 2024, une feuille de route ambitieuse destinée à transformer durablement le visage des villes burkinabè.

**A**u cœur de cette vision, l'urbanisation planifiée et aux normes devient le socle d'un développement national harmonieux. Le gouvernement lie désormais étroitement la productivité des citoyens à la qualité de leur cadre de vie, affirmant qu'un Burkinabè bien logé est un acteur plus efficace au service de la Nation. « *Nous avons la ferme conviction qu'un Burkinabè bien logé est un citoyen plus productif au service de la Nation, quel que soit son secteur d'activité. La problématique de l'habitat et du logement sera une priorité pour mon Gouvernement. Dans ce sens, une stratégie de reconfiguration urbaine sera mise en œuvre afin de développer un habitat de qualité et résilient pour nos villes. Pour une meilleure croissance de nos centres urbains, nous allons poursuivre la politique de restructuration des zones d'habitat spontané et d'apurement du passif foncier urbain* », a notamment dit le Premier ministre devant les députés de l'Assemblée législative de transition. Cette stratégie de reconfiguration urbaine vise non seulement à offrir un habitat résilient, mais aussi à résoudre les problèmes d'assainissement, de reforestation et de gestion des eaux usées qui conditionnent la santé publique. Pour concrétiser cette ambition, le

gouvernement mise sur la promotion des logements sociaux collectifs avec un objectif chiffré : la construction de 50 000 logements d'ici à l'horizon 2029. Rompant avec les modèles d'étalement urbain du passé, la priorité est désormais accordée aux habitats en hauteur. Et selon les premiers chiffres, 598 ont été construits et 300 logements économiques sont en cours de réalisation. Cette politique de densification urbaine est soutenue par l'opérationnalisation de la nouvelle loi régissant la promotion immobilière et par la mise en place de mécanismes financiers spécifiquement adaptés aux besoins des populations. Parallèlement, l'exécutif s'est engagé à poursuivre la restructuration des zones d'habitat spontané et à mener à bien l'apurement du passif foncier, garantissant ainsi une croissance ordonnée des centres urbains.

### Un déploiement sur 61 localités

Le programme de logement ne se limitera pas aux grands pôles économiques mais couvrira l'ensemble du territoire national à travers 61 localités ciblées. Si Ouagadougou et Bobo-Dioulasso demeurent des axes majeurs, le projet s'étend à 11 chefs-lieux de région, 21 chefs-lieux de provinces et communes urbaines,

ainsi qu'à 25 communes rurales. Une attention particulière est également portée aux zones stratégiques de transit avec l'inclusion des localités frontalières de Cinkansé et Dakola. Ce maillage territorial vise à offrir un cadre de vie décent à chaque Burkinabè, indépendamment de sa situation géographique, tout en renforçant l'attractivité des centres secondaires.

Outre le programme massif de construction, plusieurs chantiers emblématiques marquent cette transition urbaine. Le gouvernement prévoit la réalisation d'un complexe intégré de la transition qui comprendra un immeuble mixte de sept niveaux ainsi qu'un marché moderne. Le secteur de Bassinko verra naître la « cité de la Renaissance » dotée de 300 logements, tandis qu'un projet de ville nouvelle sera lancé à Saaba. En complément de ces infrastructures, l'apurement des contentieux liés à l'ancienne promotion immobilière reste une priorité. Après une évaluation de la première phase entamée en 2024, une seconde étape sera lancée pour apporter des solutions concrètes aux préoccupations des populations impactées par les gestions antérieures.

**Source : DPG  
du Premier ministre**



BURKINA FASO

# Le capitaine Ibrahim Traoré lance les travaux de l'autoroute Ouagadougou-Bobo-Dioulasso

Le désenclavement du Burkina Faso franchit une grande étape. Le mardi 16 décembre 2025, le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a officiellement lancé les travaux de la future autoroute reliant la capitale politique, Ouagadougou, à la capitale économique, Bobo-Dioulasso. Un projet titanesque financé sur fonds propres.

C'est un tournant majeur pour les infrastructures routières du pays. Longtemps restée au stade de projet, l'autoroute Ouagadougou-Bobo-Dioulasso entre désormais dans sa phase active. Ce chantier d'envergure s'inscrit dans le cadre de l'initiative présidentielle « Faso Mèbo », dont l'ambition est de moderniser le réseau routier national tout en respectant les impératifs écologiques. La nouvelle infrastructure ne sera pas une simple route bitumée, mais une autoroute moderne de 2 x 4 voies. La particularité de ce projet réside dans son mode de financement : l'État burkinabè mise sur ses fonds propres.

Affichant une volonté de célérité, le chef de l'État a instruit le gouvernement pour que les travaux progressent à un rythme soutenu. « J'ai déjà dit au ministre des Finances de prévoir pour 2026 au minimum 200 milliards de FCFA », a déclaré le capitaine Ibrahim Traoré, soulignant l'engagement financier immédiat du pays.

Le président a également profité de l'occasion pour lancer un appel à la mobilisation citoyenne, invitant les



populations des localités traversées à soutenir activement ce chantier de souveraineté.

## Relier tous les chefs-lieux de région

Selon le chef de l'État, l'autoroute vers Bobo-Dioulasso n'est que la première pierre d'une stratégie plus vaste. Le capitaine Ibrahim Traoré

a en effet dévoilé son ambition de mailler l'ensemble du territoire national par des voies rapides.

L'objectif est clair : relier tous les chefs-lieux de région entre eux par des autoroutes. C'est dans cette logique que le projet initial de la route Koudougou-Yako a été réévalué. Prévue initialement comme une route classique, elle sera finalement transformée en une autoroute de 2 x 2 voies, justifiant ainsi le léger report de son lancement.

Pour la Présidence, cette dynamique vise à fluidifier les échanges commerciaux et à renforcer la cohésion nationale. En connectant Ouagadougou aux grandes villes régionales avec des infrastructures de haute qualité, le Burkina Faso entend booster son économie locale et faciliter le déplacement des biens et des personnes.

**Source : Direction de la communication de la Présidence du Faso**



# REHABILITATION DU BARRAGE DE GOULOURE

## Un investissement de 800 millions FCFA pour sécuriser l'eau et relancer les activités rurales

Vieux de 75 ans et fortement dégradé, le barrage de Goulouré, dans la commune de Kokologho, province du Boulkiemdé, région du Nando, fait l'objet d'un vaste chantier de reconstruction lancé le jeudi 10 avril 2025 par le ministre d'État, ministre de l'Agriculture, des Ressources animales et halieutiques, le commandant Ismaël Sombié. D'un coût de 800 millions de FCFA, les travaux devraient démultiplier par dix la capacité de stockage de l'ouvrage et transformer durablement les conditions de vie des populations locales.

Construit manuellement en 1950 à l'initiative de Naaba Boulga, le barrage de Goulouré constitue depuis des décennies une infrastructure vitale pour les populations de la localité. Mais l'ouvrage, fragilisé par le temps et plusieurs incidents majeurs, avait fini par perdre l'essentiel de sa fonctionnalité. Après un premier renforcement du déversoir en 1953, la digue a cédé en 1996 à la suite d'une crue, une situation aggravée quelques années plus tard par des galeries creusées par des crocodiles, provoquant de nouvelles ruptures. Depuis lors, aucune réhabilitation d'envergure n'avait été engagée. Face à cette situation, l'État burkinabè a décidé d'intervenir en profondeur. Le projet de reconstruction, entièrement financé sur fonds propres, est confié à l'Office national

des barrages et des aménagements hydro-agricoles (ONBAH) pour une durée de sept mois, hors saison pluvieuse. Réalisés en régie, les travaux sont estimés à 800 millions de FCFA, contre un coût évalué à près de 2 milliards de FCFA s'ils avaient été confiés à une entreprise privée, permettant ainsi une économie de 1,2 milliard de FCFA pour le Trésor public.

### Une capacité de stockage multipliée par dix

Sur le plan technique, l'ambition du projet est considérable. À l'issue des travaux, la capacité de retenue du barrage passera de 83 370,89 m<sup>3</sup> à 806 691,01 m<sup>3</sup> d'eau, soit une multiplication par près de dix. La première phase, menée avant la saison pluvieuse, vise à sécuriser et renfor-

cer la digue existante afin de permettre une première rétention d'eau dès cette année. Cette réserve sera déterminante pour le développement des cultures de contre-saison à la fin de l'hivernage.

La seconde phase portera sur la construction d'une nouvelle digue entièrement protégée, la réalisation d'un évacuateur de crue central, d'un ouvrage de prise, d'un dalot de franchissement, ainsi que l'aménagement d'un chenal d'évacuation et d'un couloir d'accès au plan d'eau pour le bétail. Ces équipements visent à garantir la durabilité de l'ouvrage, sa sécurité face aux crues et son exploitation rationnelle par les usagers.

Au-delà des chiffres, la reconstruction du barrage de Goulouré représente un levier essentiel pour la relance des activités agro-sylvo-pastorales dans la zone. Elle permettra d'améliorer l'accès à l'eau pour l'irrigation, l'abreuvement du bétail et, indirectement, de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience économique des ménages ruraux. S'adressant aux populations, le ministre d'État Ismaël Sombié a souligné que cette réalisation concrétise les engagements pris sur le terrain et s'inscrit dans la vision des autorités de répondre, par des actions tangibles, aux préoccupations des communautés.

Très attendu par les habitants et les autorités coutumières, le projet devrait s'achever ce mois de janvier 2026, ouvrant ainsi une nouvelle ère pour le développement local à Goulouré et dans ses environs.



Sources : / , AIB, Faso7



# BITUMAGE DE LA ROUTE KAYA-BARSALOGHO

## Une promesse du capitaine Ibrahim Traoré en voie d'aboutissement

La route Kaya-Barsalogo, d'une longueur de 42 kilomètres, est actuellement en travaux. Le bitumage de cet axe constitue l'une des promesses faites par le président du Faso, chef de l'État, le capitaine Ibrahim Traoré, lors de sa visite à Barsalogo le 10 décembre 2024.



Le jeudi 8 janvier 2026, une des équipes de la présidence du Faso s'est rendue sur le terrain pour constater l'état d'avancement des travaux. Sur les lieux, les agents de la brigade Faso Mèbo des Koulsé se préparaient à la mise en place de la couche de roulement sur la chaussée déjà terrassée par le Génie militaire. L'ensemble du dispositif logistique était mobilisé : goudronneuse, camions chargés de bitume,

citernes, compacteurs, entre autres équipements, avec des hommes et des femmes motivés, placés sous la supervision technique du capitaine Ripper Ulrich Benin.

D'après le commandant Zoodnoma Ahmed Sakandé, coordonnateur de l'Initiative présidentielle Faso Mèbo, la route dispose d'une emprise de 9 mètres et les travaux sont exécutés par une équipe engagée et dynamique. Il a précisé que le chantier

évolue conformément aux attentes et que les objectifs fixés par la hiérarchie seront atteints, d'autant plus que les populations locales n'ont cessé d'apporter leur soutien.

De leur côté, les habitants de Barsalogo expriment leur satisfaction face à la concrétisation de l'engagement pris par le Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré. Selon le chef traditionnel de Barsalogo, Naaba Giguemdé, cette réalisation témoigne de l'attachement du capitaine Ibrahim Traoré à la localité, et la population lui en est profondément reconnaissante.

Le désenclavement de la commune de Barsalogo contribuera au renforcement de la sécurité dans la zone, favorisera le développement local et permettra la relance de l'économie de cette commune, jadis considérée comme le poumon économique de l'ensemble de la région.



**Source : Direction de la communication de la Présidence du Faso**

HEREDOUGOU

## Un pont moderne et résilient pour sécuriser durablement la RN1

Longtemps confrontée aux submersions récurrentes en saison des pluies, la traversée de Hèrèdougou sur la Route nationale n° 1 (RN1) s'apprête à un changement de statut. Le gouvernement burkinabè, à travers le ministère des Infrastructures et du Désenclavement, a engagé la construction d'un nouveau pont moderne et résilient, destiné à mettre fin aux interruptions de trafic qui pénalisent fortement les usagers et les populations riveraines.



Située sur le tronçon inondable PK172-PK175, la zone de Hèrèdougou constitue depuis plusieurs années un point noir du réseau routier national. Chaque hivernage ou presque, la montée des eaux entraîne la submersion de la chaussée, provoquant l'arrêt du trafic sur cet axe stratégique reliant plusieurs régions du pays.

Pour apporter une solution durable, des études approfondies ont été menées et restituées aux autorités locales des Balés le 28 novembre 2024, sous la conduite du secrétaire général du ministère des Infrastructures, Ismaël Zebret. Ces études ont abouti à la conception d'un ouvrage mieux dimensionné, capable de faire face aux crues exceptionnelles.

Le projet prévoit la construction d'un pont en poutres de béton armé, d'une portée totale de 70 mètres, surélevé de 4 mètres par rapport à l'ouvrage existant. Cette rehausse

significative permettra de maintenir la RN1 hors d'eau même lors des fortes pluies. À cet ouvrage principal s'ajoutent trois ouvrages de décharge, destinés à faciliter l'écoulement des eaux et à réduire la pression hydraulique sur la chaussée.

Selon le bureau d'études Aquatis Consultance et ACIT Géotechnique, cette configuration technique est spécifiquement conçue pour répondre aux contraintes hydrologiques locales et éliminer durablement les risques de submersion.

Des travaux en cours sous étroite supervision

Lancé officiellement en février 2025, le chantier connaît une évolution jugée satisfaisante par les autorités. Lors d'une visite de terrain le 6 mars 2025, le ministre des Infrastructures, Adama Luc Sorgho, a constaté le démarrage effectif des travaux, exécutés par l'entreprise PFO Africa Burkina, avec un financement assuré par

le Fonds spécial routier du Burkina (FSR-B). Le délai contractuel est de 10 mois hors saison des pluies.

Malgré les contraintes climatiques, les travaux progressent. À la date du 30 mai 2025, les équipes avaient déjà réalisé les ouvrages de décharge n° 1 de part et d'autre du pont principal ; trois des quatre travées du pont et environ 75 % des appuis intermédiaires.

Il convient aussi de souligner que Mikailou Sidibé, le ministre de la Construction de la Patrie, a visité le site du pont de Hèrèdougou le vendredi 16 janvier 2026 pour évaluer l'avancement des travaux. Il a exprimé que le progrès observé est satisfaisant. Car, a-t-il expliqué, le temps écoulé représente 65% et le pourcentage de réalisation est approximativement de 66%. « Nous sommes témoins de l'installation des poutres. Nous avons été assurés que les bretelles de raccordement progressent

de manière satisfaisante», a-t-il commenté.

Même lorsque les intempéries limitent l'intervention directe dans le lit du cours d'eau, la fabrication des poutres se poursuit, garantissant la continuité du chantier. Des dispositifs de balisage ont également été mis en place sur près d'un kilomètre afin de sécuriser la circulation des usagers.

Au-delà de la prouesse technique, le futur pont de Hèrèdougou représente un enjeu social et économique majeur. Pour les usagers de la RN1, il s'agit avant tout de garantir la continuité du trafic toute l'année, de réduire les temps de parcours et de renforcer la sécurité routière.

Pour les populations riveraines, l'ouvrage contribuera à désenclaver durablement la zone, à faciliter l'écoulement des produits agricoles et à soutenir les activités économiques locales. Les autorités espèrent également que la maîtrise des eaux favorisera des aménagements connexes, notamment pour la maraîcherculture, en lien avec l'intervention de l'Office national des barrages et des aménagements hydroagricoles (ON-BAH).

Lors du lancement des travaux d'aménagement d'une retenue d'eau au niveau du pont du village de Hèrèdougou en mars 2025, le ministre d'État Ismaël Sombié a d'ailleurs appelé les populations à s'impliquer activement dans la préservation des ouvrages et à accompagner les actions de gestion de l'eau.

À travers ce projet, le gouvernement réaffirme sa volonté d'apporter une réponse structurelle aux problèmes récurrents de submersion sur la RN1. Les visites régulières de suivi, tant au niveau ministériel que technique, traduisent une vigilance constante quant au respect des délais, à la qualité des travaux et à la bonne utilisation des ressources publiques.

Une fois achevé, le pont de Hèrèdougou devrait définitivement tourner la page des coupures de circulation liées aux crues, au bénéfice des usagers, des riverains et de l'économie régionale.

**Source : DCRP/Ministère des Infrastructures**



## STADE DE LEGUEMA

# Un chantier structurant en phase avancée

La construction du stade de 15 000 places de Léguéma, à une dizaine de kilomètres du centre-ville de Bobo-Dioulasso, connaît une progression soutenue. Selon les dernières données techniques disponibles, le taux global d'exécution des travaux atteint désormais 72 %, traduisant une évolution conforme au calendrier initialement établi pour la livraison de l'infrastructure, prévue en 2026.



Conçu selon les normes de la Confédération africaine de football et de la FIFA, le futur stade est classé catégorie 3. Il repose sur des fondations entièrement achevées et une cuvette sportive désormais bien définie. Les gradins préfabriqués sont installés, tandis que les structures métalliques ont été montées sur l'essentiel du périmètre. Les travaux concernent également la tribune officielle, les blocs administratifs, les bureaux techniques et l'emprise générale du stade, avec un avancement notable sur les installations de projecteurs destinés à l'éclairage sportif.

L'entreprise en charge du chantier, Integral Group, a engagé l'assemblage d'éléments préfabriqués, dont une partie est acheminée depuis la Turquie. Cette phase marque le basculement du projet vers les travaux de superstructure et d'équipement. Les prochaines étapes porteront principalement sur la pose de la toiture, l'achèvement des réseaux techniques, les finitions architecturales et l'aménagement des espaces fonctionnels.

Les opérations de terrassement, de mobilisation et d'excavation sont achevées, ce qui permet une meilleure fluidité dans l'exécution des tâches restantes. Le niveau d'avancement actuel témoigne du dépassement des contraintes techniques initiales et d'une meilleure maîtrise du rythme de livraison des matériaux.

À terme, cette infrastructure sportive moderne offrira une capacité d'accueil de 15 000 spectateurs et un cadre adapté à l'organisation de compétitions nationales et internationales, tout en renforçant l'offre d'équipements sportifs structurants dans la région des Hauts-Bassins.

**Source : DCRP : Ministère des Sports**

## BURKINA FASO

# 20 milliards FCFA pour transformer l'axe routier Bobo-Orodara-Frontière du Mali

Dans le cadre de sa 149<sup>e</sup> session ordinaire tenue le 18 décembre 2025 à Lomé, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a officialisé l'octroi d'un prêt de 20 milliards FCFA au Burkina Faso pour la réhabilitation et le bitumage de la route Bobo-Dioulasso-Orodara-Frontière du Mali. Cet investissement stratégique sur 130 kilomètres, qui s'inscrit dans une enveloppe globale de 65 milliards FCFA dédiée à plusieurs projets régionaux, marque une étape décisive pour le désenclavement de la province du Kéné Dougou et le renforcement de l'intégration commerciale entre les États de l'UEMOA.



**L**e projet de réhabilitation et de bitumage de la route Bobo-Dioulasso-Orodara-frontière du Mali était l'une des grandes annonces de la 149<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil d'administration de la BOAD tenue le 18 décembre 2025 à Lomé. Pour ce chantier stratégique de 130 kilomètres, la Banque ouest-africaine de développement a approuvé un prêt de 20 milliards FCFA au profit du Burkina Faso. Cette infrastructure vise à transformer la mobilité dans la province du Kéné Dougou en traversant les communes de Bobo-Dioulasso, Karangasso-Sambla, Kourinon, Orodara, Samo-

gohiri, Kangala et Koloko. Au-delà de l'amélioration des conditions de circulation, ce projet est un levier de désenclavement économique essentiel pour fluidifier les échanges commerciaux avec le Mali et renforcer l'intégration au sein de l'espace UEMOA.

En marge de cet investissement routier, la session présidée par Serge Ekue a permis d'approuver un total de 65 milliards FCFA pour diverses opérations régionales. Ces financements concernent notamment une unité d'assemblage informatique au Bénin, la construction de lycées agricoles au Sénégal, ainsi que le

renforcement de garanties énergétiques en Côte d'Ivoire. Les administrateurs ont également validé le réaménagement de prêts industriels et immobiliers au Bénin et au Sénégal, tout en examinant les perspectives financières de la Banque pour la période 2026-2030.

Avec ces nouvelles décisions, les engagements cumulés de la BOAD depuis 1976 s'élèvent désormais à 9 906,6 milliards FCFA, confirmant son rôle central dans le développement de l'Union.

**Source : [Horonyafinance.com](https://horonyafinance.com)**

## SANTE

# Gaoua doté de son tout premier centre d'hémodialyse

Le Centre hospitalier régional de Gaoua voit le renforcement de son offre de soins spécialisés avec l'inauguration officielle de son tout premier Centre d'hémodialyse. La cérémonie s'est tenue le dimanche 21 décembre 2025 à Gaoua, dans la région du Djôrô, sous la présidence du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le docteur Robert Lucien Jean Claude Kargougou, en présence des autorités administratives, coutumières et religieuses, ainsi que des représentants de la société civile.



**L**ongtemps attendue par les populations, cette infrastructure vient répondre à un besoin crucial dans une région confrontée à une prévalence préoccupante de l'insuffisance rénale. Elle s'inscrit dans la vision portée par le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, qui fait du rapprochement des services de santé des populations une priorité nationale afin de réduire les inégalités d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Selon le ministre de la Santé, l'ouverture de ce centre constitue une réponse concrète à une forte attente

sociale. « À travers cette inauguration, le gouvernement réaffirme son engagement à réduire les inégalités d'accès aux soins, en particulier pour les patients souffrant d'insuffisance rénale », a-t-il déclaré, tout en saluant la résilience et le professionnalisme du personnel du CHR de Gaoua, qu'il a exhorté à poursuivre ses efforts au service des malades.

### **Une infrastructure moderne au service des patients**

Le Centre d'hémodialyse du CHR de Gaoua est conforme aux normes

en vigueur. Il comprend notamment une salle de dialyse, une salle d'accueil, une salle de cathéter, une salle d'eau, une salle de garde, des bureaux administratifs, des vestiaires et des sanitaires pour le personnel et les patients. Il est équipé de quatorze fauteuils de dialyse, dont douze actuellement en service, offrant une capacité de prise en charge estimée à 108 patients par semaine.

Pour garantir un fonctionnement optimal, un magasin de stockage des médicaments et des consommables a été aménagé. La question de l'approvisionnement en eau, indispen-

sable au traitement par hémodialyse, a également été anticipée avec la construction d'un château d'eau raccordé au centre et de deux polytanks de 10 000 litres chacun. L'ensemble est animé par un personnel qualifié, formé et engagé.

### Soulager les malades et leurs familles

Le directeur général du CHR de Gaoua, le docteur Karim Barro, a rappelé l'ampleur du défi sanitaire lié à l'insuffisance rénale dans la région. De janvier à ce jour, l'établissement a enregistré 728 cas d'insuffisance rénale chronique. « Avant la réalisation de ce centre, les patients au stade de la dialyse étaient contraints d'effectuer de longs déplacements vers d'autres régions, souvent au prix de lourds sacrifices financiers et humains », a-t-il indiqué.

Désormais, les malades pourront bénéficier de soins de proximité, réduisant ainsi les risques liés aux déplacements et améliorant sensiblement leur qualité de vie. Pour le ministre de la Santé, cette infrastructure permet de désengorger les centres de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. « Désormais, ces pa-



tients ont accès à l'hémodialyse sur place à Gaoua. C'est le lieu pour moi de réaffirmer la volonté affirmée de son Excellence le président du Faso de faire en sorte que tous les Burkinabè aient accès à ces types de soins », a-t-il confié.

Le gouverneur de la région du Djôrô, Siaka Barro, a pour sa part appelé à une appropriation collective de l'ouvrage. « Ce centre est désormais le nôtre. Il nous revient de l'animer avec professionnalisme, humanisme et dévouement afin d'en faire

un pôle d'excellence et de réconfort pour les patients et leurs familles », a-t-il souhaité, insistant sur la nécessité d'une gestion rigoureuse et durable.

Avec la mise en service de ce centre d'hémodialyse, Gaoua cesse d'être un simple point de départ contraint vers d'autres villes et devient un véritable pôle de soins spécialisés, porteur d'espoir pour les insuffisants rénaux de la région du Djôrô.

Source Bafujiinfos.com / DCRP-ministère de la Santé



## SANTÉ AU BURKINA FASO

# Le Grand Ouest franchit une grande étape avec l'inauguration du centre de radiothérapie de Dafra

Le mercredi 24 décembre 2025 restera une date gravée dans l'histoire sanitaire du Burkina Faso. À la veille de Noël, le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a officiellement inauguré le centre de radiothérapie du Centre médical avec antenne chirurgicale (CMA) de Dafra à Bobo-Dioulasso. Ce joyau technologique de près de dix milliards de FCFA marque la fin d'un long calvaire pour les patients atteints de cancer dans la moitié ouest du pays.

**C'**est une double victoire pour la ville de Sya. Quelques heures seulement après avoir inauguré le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Pala, le chef de l'État, le capitaine Ibrahim Traoré, a procédé à la coupure du ruban symbolique du centre de radiothérapie de Dafra. Accompagné du Premier ministre, des membres du gouvernement et des autorités régionales, le président a visité ce complexe médical de pointe, concrétisant ainsi une ambition nationale de décentralisation

des soins spécialisés et de modernisation du plateau technique sanitaire.

D'un coût global estimé à 9,8 milliards de FCFA, cette infrastructure n'est pas qu'une simple extension hospitalière. C'est une réponse stratégique aux inégalités géographiques en matière de santé publique. Jusqu'à présent, les malades de la zone du Grand Ouest, incluant les régions des Tannounyan (ex-Cascades), du Djôrô (ex-Sud-Ouest), du Bankui (ex-Boucle du Mouhoun) et du Guiriko (ex-Hauts-Bassins),

étaient contraints de parcourir des centaines de kilomètres vers Ouagadougou pour espérer un traitement. Le coordonnateur du projet, Olivier Constantin Sanou, a souligné que cette infrastructure va renforcer les plateaux techniques et surtout soulager les malades qui étaient jusque-là contraints de parcourir de longues distances vers la capitale pour bénéficier de soins spécialisés. Désormais, Bobo-Dioulasso s'affirme comme un pôle d'excellence médicale, capable d'accueillir des patients venus de tout le pays, voire







des pays voisins de la sous-région, réduisant ainsi la saturation des services de la capitale.

### Un arsenal technologique de dernière génération

Sur le plan technique, le centre de Dafra se distingue par des équipements de pointe répondant aux standards internationaux les plus rigoureux. Le cœur du dispositif repose sur deux bunkers massifs abritant des accélérateurs linéaires destinés à la radiothérapie externe. Ces appareils permettent de cibler les tumeurs avec une précision millimétrique, préservant ainsi les tissus sains environnants. En complément, un bunker spécifique est dédié à la curiethérapie, une technique de traitement consistant à placer des sources radioactives à l'intérieur ou à proximité immédiate de la zone à traiter.

L'arsenal est complété par un scanner de simulation, outil indispensable pour la planification personnalisée des traitements de chaque patient. « Nous disposons de quatre

salles de consultation afin d'offrir un accueil confortable aux patients. Le centre est également équipé d'un groupe électrogène capable de prendre automatiquement le relais en cas de coupure d'électricité, afin de préserver les appareils sensibles », a expliqué le coordonnateur du projet de construction du CHU et du centre de radiothérapie de Bobo-Dioulasso, Olivier Constantin Sa-



nou. Ce groupe prend automatiquement le relais en cas de défaillance du réseau électrique, garantissant la protection des composants électroniques des accélérateurs et la continuité des séances de soins.

### Soins accessibles, appel à la responsabilité

Au-delà de la prouesse technologique, les autorités ont mis l'accent sur la dimension sociale de ce projet. Conformément aux engagements du président Ibrahim Traoré, l'État a consenti des réductions substantielles sur les coûts de prise en charge des cancers. L'objectif est de faire en sorte que chaque citoyen, quelle que soit sa condition sociale, puisse accéder à ces traitements de haute précision. Le directeur régional de la santé du Guiriko, Issa Konaté, s'est réjoui de cette mise en service qui permettra d'offrir des soins adéquats dès l'ouverture des portes du centre. Cependant, la pérennité de cet investissement repose sur l'entretien et le civisme. Le coordonnateur du projet a tenu à lancer un appel à la responsabilité collective des usagers, insistant sur le fait que c'est ensemble que les Burkinabè pourront préserver ces équipements et assurer leur maintenance pour le bien des générations futures. Réalisé avec l'appui de partenaires internationaux tels que AME International GmbH et Unicredit Bank Austria, le centre de radiothérapie de Dafra offre désormais au Burkina Faso un outil stratégique et souverain pour combattre le cancer avec dignité et efficacité.



Source : AIB / Lefaso.net

# CHU DE PALA À BOBO DIOULASSO

## Un hôpital XXL pour servir la région de l'Ouest

Le mercredi 24 décembre 2025, le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a procédé à l'inauguration officielle du Centre hospitalier universitaire de Pala, à Bobo-Dioulasso. Implanté le long de la route nationale n° 1, à la sortie ouest de la ville, cet établissement sanitaire de haut standing vient considérablement améliorer l'offre et la qualité des soins spécialisés dans la région du Guiriko et au-delà.



Fruit d'un partenariat stratégique entre le Burkina Faso et la République populaire de Chine, le CHU de Pala a été réalisé pour un coût de plus de 70 milliards de FCFA. D'une capacité de 500 lits, il est construit sur un site de 17 hectares extensible à 30 hectares, dans le village de Pala, après l'abandon consensuel du site initialement envisagé dans la forêt classée de Kua. La pose de la première pierre, inter-

venue en octobre 2020, marque aujourd'hui l'aboutissement d'un projet structurant longtemps attendu par les populations.

Pour le chef de l'État, cette réalisation est hautement symbolique. « L'inauguration de cet hôpital de haut standing vient nous prouver la capacité de certaines nations à se mettre au-dessus de toutes les considérations et à tisser une amitié forte avec le Burkina Faso », a

déclaré le capitaine Ibrahim Traoré, soulignant la solidité des relations sino-burkinabè.

### Un plateau technique de dernière génération unique dans la sous-région

Le CHU de Pala se distingue par un plateau technique répondant aux normes internationales les plus exigeantes. Construit selon un modèle architectural vertical en R+2, il compte 90 salles de consultation, une unité de soins intensifs, des blocs opératoires modernes et un service d'imagerie médicale de pointe. L'établissement est doté d'une IRM, d'un scanner de 80 barrettes et surtout d'une salle d'imagerie interventionnelle cérébrale et cardiovasculaire de dernière génération.

Selon le ministre de la Santé, Dr Robert Lucien Jean-Claude Kargougou, « l'une des spécificités de ce CHU est sans conteste sa salle d'imagerie interventionnelle cérébrale et cardio-vasculaire ». La salle Pheno Artis





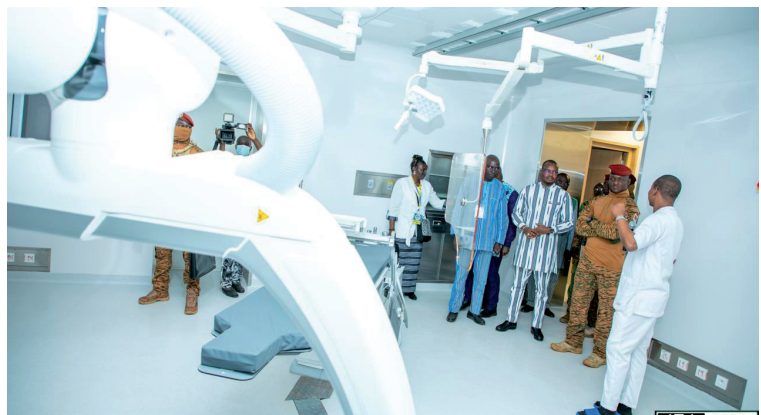
Siemens installée à Pala serait la première du genre dans la sous-région, voire en Afrique subsaharienne, positionnant l'hôpital comme un véritable centre d'excellence médicale. Considéré comme le plus grand hôpital construit par la Chine en Afrique au sud du Sahara, le CHU de Pala offre désormais aux médecins et personnels soignants burkinabè un cadre de travail moderne et performant. Le ministre de la Santé a salué l'engagement des autorités, des partenaires techniques, des entreprises et des populations locales, tout en appelant à un usage responsable de ce patrimoine commun.

### Neuf autres CHU annoncés à travers le pays

Dans la dynamique engagée, le président du Faso a annoncé la construction prochaine de neuf autres centres hospitaliers universitaires de même standing dans différentes localités du pays, à commencer par Fada N'Gourma. « L'objectif est d'accroître le plateau technique pour permettre à nos médecins et infirmiers de s'exprimer parce qu'ils ont du talent », a-t-il affirmé.

Avec l'inauguration du CHU de Pala, les autorités burkinabè réaffirment leur volonté de faire de la santé une priorité nationale, en misant sur des infrastructures modernes, un accès équitable aux soins et une coopération internationale orientée vers le bien-être des populations.

Sources : DCRP Présidence du Faso / Lefaso.net



## TANNOUNYAN

# Le projet PréBBO détaille les travaux de réhabilitation et de bitumage des axes Bobo-Banfora et Banfora-Orodara

Présenté aux forces vives de la région des Tannounyan à Banfora, le Projet de réhabilitation des routes Bobo-Dioulasso-Banfora et Banfora-Orodara, dénommé PréBBO, prévoit d'importants travaux de modernisation d'axes routiers stratégiques, incluant la réhabilitation de chaussées existantes, le bitumage de nouvelles sections et la construction de plusieurs ouvrages d'art.

Le ministère des Infrastructures et du Désenclavement, à travers le Secrétariat permanent du Programme sectoriel des transports, a organisé le vendredi 9 janvier 2026 à Banfora une rencontre d'information sur la mise en œuvre du Projet PréBBO. Cette initiative visait à permettre aux forces vives de la région des Tannounyan de mieux comprendre le contenu du projet afin d'en favoriser l'appropriation et de garantir son bon déroulement sur le terrain.

Le Projet PréBBO s'inscrit dans la politique nationale de désenclavement et de renforcement du secteur des transports. Il concerne la réhabilitation et le renforcement de la route Bobo-Dioulasso-Banfora jusqu'à la frontière de la Côte d'Ivoire, ainsi que la construction et le bitumage de la bretelle Banfora-Orodara, sur des linéaires jugés essentiels pour la mobilité des personnes et l'écoulement des produits.

### Des travaux structurants pour renforcer la mobilité régionale

Les travaux sont répartis en deux lots aux caractéristiques techniques distinctes. Le premier lot porte sur la réhabilitation et le renforcement de la route Bobo-Dioulasso-Banfora sur un linéaire de 84,7 kilomètres. En plus de la remise à niveau de la chaussée, il prévoit la construction de trois ponts à poutres en béton armé, dont deux sont situés au secteur 11 de Banfora, à Tarfila, et un troisième à la sortie de la ville, au secteur 14 de Kossara, sur la route nationale numéro 7. Ces travaux sont exécutés par l'entreprise SOROU-BAT pour un montant de plus de 74



milliards de francs CFA toutes taxes comprises, avec un délai d'exécution de vingt-quatre mois.

Le second lot concerne la construction et le bitumage de la bretelle Banfora-Orodara sur une longueur de 42 kilomètres. Il inclut la réalisation de trois ouvrages d'art, notamment aux points kilométriques 6 et 36, ainsi qu'à l'intersection de la route nationale numéro 11 et de la voie ferrée, au PK 35+725. Les travaux sont confiés au groupement d'entreprises JOC-ER SA et SOTRACOM SA pour un coût de plus de 21 milliards de francs CFA toutes taxes comprises, avec un délai d'exécution fixé à dix-huit mois.

Le contrôle et la surveillance des travaux sont assurés par des bureaux spécialisés afin de garantir la qualité des ouvrages à réaliser. Pour le lot Bobo-Dioulasso-Banfora, cette mission est confiée au groupement Techni-Consult et ACIT Géotechnique, tandis que le suivi du lot Banfora-Orodara est assuré par le groupement de bureaux TED-CIRA,

avec des délais intégrant des phases dédiées à la revue des études techniques.

Présidant la rencontre, le gouverneur de la région des Tannounyan, Patrice Yéyé, a souligné que le Projet PréBBO s'inscrit pleinement dans les directives nationales et constitue l'un des projets majeurs de l'année 2026 pour la région. Il a appelé l'ensemble des acteurs impliqués, notamment les entreprises, les missions de contrôle, les autorités locales, les Forces de défense et de sécurité ainsi que les populations riveraines, à une mobilisation collective pour le respect des délais contractuels et la réussite du projet.

Il a enfin exhorté les entreprises en charge des travaux à livrer des infrastructures routières durables et de qualité, à la hauteur des attentes des populations, rappelant que le développement économique et social passe inévitablement par des routes modernes et fiables.

Source : AIB

# ROUTES, RAILS ET EMPLOIS

## 2025 a été une année intense pour le ministère des Infrastructures et du Désenclavement

L'état de performance globale pour l'année 2025, ainsi que les axes principaux du programme d'investissement du ministère des Infrastructures et du Désenclavement ont été présentés en détail. Ce rapport technique souligne les indicateurs de mise en œuvre physique, les accomplissements notés dans le secteur routier et ferroviaire, ainsi que l'impact des divers travaux sur l'emploi à l'échelle nationale.

**D**urant l'exercice 2024, le département responsable des Infrastructures et du Désenclavement a enregistré une réalisation physique de 80,95% et une performance évaluée à 84,60%. L'explication de ces résultats réside dans l'achèvement total de 123 activités sur les 277 prévues, alors que 134 étaient en cours d'exécution et que 20 n'avaient pas encore été lancées. Les actions menées concernaient notamment l'inspection et le suivi des travaux sur la route nationale n°4 ainsi que sur la rocade nord, en plus de la construction de 13 infrastructures destinées aux forces de défense et de sécurité.

### Des avancées notables sur les réseaux routier et ferroviaire

Pour l'année 2025, le bilan fait ressortir le bitumage de 261 kilomètres de routes, couvrant aussi bien le réseau

national que les voiries urbaines. Les interventions en matière d'entretien routier ont porté sur 6 800 kilomètres du réseau classé et sur 150 kilomètres de voiries urbaines. En ce qui concerne le désenclavement du monde rural, les services techniques ont procédé à la réalisation de 697 kilomètres de pistes, tout en assurant l'entretien de 1 350 kilomètres supplémentaires.

Ces efforts ont été renforcés par l'installation de 7 100 balises de délimitation à travers le territoire national. Par ailleurs, deux ouvrages d'art ont été achevés et 133 structures existantes ont bénéficié de travaux de maintenance.

Dans le cadre de la modernisation du système de collecte, trois postes de péage ont été livrés, après la réalisation de 32 études techniques de planification. S'agissant du secteur ferroviaire, 200 kilomètres de voies ont fait l'objet d'opérations d'inspec-

tion.

Au plan social, l'ensemble des chantiers engagés par le ministère a permis la création de 12 427 emplois. Parmi ceux-ci, 1 000 ont été générés dans le cadre des travaux à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO), tandis que 500 emplois ont concerné des détenus mobilisés dans le cadre des Travaux d'intérêt général (TIG). Les perspectives et projets en cours s'inscrivent dans la continuité de l'initiative présidentielle Faso Mèbo. Celle-ci englobe notamment la réalisation de l'autoroute Ouagadougou-Bobo-Dioulasso en configuration 2x4 voies, ainsi que l'aménagement de l'axe Koudougou-Yako en 2x2 voies.

Le bitumage de la route nationale n°13 reliant Sabou à Léo, de même que d'autres axes prioritaires, vise à améliorer l'accessibilité des nouvelles circonscriptions administratives. Le secteur ferroviaire prévoit, pour sa part, la réhabilitation de lignes dédiées au transit.

À ces projets s'ajoutent le renforcement du projet du bassin d'intégration Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso, financé par la Banque mondiale, ainsi que le Projet de mobilité et de développement urbain des villes secondaires, dont la coordination est assurée depuis Bobo-Dioulasso.

Enfin, les actions de modernisation des postes de péage et d'entretien des routes classées se poursuivent, dans l'objectif de structurer durablement le réseau territorial conformément aux orientations du programme d'investissement public.

Source : L'Express du Faso



## PROMOTION IMMOBILIÈRE

# Une nouvelle loi pour marquer un tournant pour l'urbanisme

La nouvelle loi n° 008-2023/ALT portant promotion immobilière adoptée par l'Assemblée législative de transition le 20 juin 2023 et promulguée le 3 juillet 2023 par le président du Faso vise à redéfinir et à encadrer de manière plus stricte les activités de promotion immobilière dans le pays, tout en corrigeant les insuffisances relevées dans la loi de 2008. Elle confère désormais à l'État et aux collectivités territoriales la prérogative exclusive de mener des opérations de lotissement, marquant ainsi un renforcement du rôle public dans la planification urbaine.



**S**elon le ministre de l'Urbanisme, des Affaires foncières et de l'Habitat, Mikailou Sidibé, l'adoption de cette loi était devenue impérative. « Il faut rappeler que le texte qui est adopté aujourd'hui est une relecture de la loi qui porte promotion immobilière au Burkina Faso et qui avait montré un certain nombre de limites et qui ont permis des dérives au niveau du terrain. Nous avons voulu recadrer cette loi en apportant un certain nombre d'innovations », a-t-il déclaré à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée législative de transition (ALT)

du 20 juin 2023, où le texte a été adopté à l'unanimité par 70 députés. L'objectif principal de la nouvelle loi est de recentrer la promotion immobilière sur sa mission essentielle : la construction de logements, et non la simple vente de parcelles nues. Cette orientation entend répondre aux besoins croissants en logements des populations urbaines tout en limitant l'extension désordonnée des grandes villes telles que Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Le ministre Sidibé insiste sur le fait que ces innovations visent à « rectifier et recentrer la promotion immobilière

au cœur de son métier qui est la production de logements pour accompagner l'État dans l'amélioration de l'offre en matière de logements au profit des populations ».

Parmi les innovations majeures introduites par la loi, la limitation des superficies est un changement stratégique. Dorénavant, aucun projet de promotion immobilière ne peut excéder cinq hectares par promoteur, une mesure destinée à éviter l'étalement urbain, l'accaparement des terres et à favoriser un développement harmonieux du territoire. De plus, la loi précise que ces projets



doivent se réaliser sur des terrains urbains aménagés, excluant ainsi les terres rurales, souvent destinées aux activités agricoles et sylvopastorales, et contribuant à la préservation des ressources foncières.

La loi apporte également une clarification de la nature juridique des coopératives d'habitat, désormais appelées « mutuelles du logement social », renforçant ainsi la protection des intérêts des populations tout en favorisant la structuration du secteur. Enfin, des mesures de sanc-

tions plus sévères sont introduites, avec un relèvement des amendes et l'inclusion de peines privatives de liberté, afin de dissuader toute violation des dispositions légales et d'assurer un contrôle rigoureux du secteur.

D'après le ministre Sidibé, ces innovations visent à « rectifier et à recentrer la promotion immobilière au cœur de son métier qui est la production de logements pour accompagner l'État dans l'amélioration de l'offre en matière de logements au

profit des populations ».

Le gouvernement assure une application rapide de cette loi grâce à l'adoption de décrets d'application et à une campagne de communication et de sensibilisation auprès des praticiens, des propriétaires fonciers et de tous les acteurs impliqués dans la construction. Cette démarche souligne l'importance accordée à la mise en œuvre effective de la loi pour qu'elle puisse produire ses effets sur le terrain et contribuer à un urbanisme maîtrisé et durable au Burkina Faso.

Avec cette réforme, le Burkina Faso affirme sa volonté de structurer le marché immobilier, de protéger les terres et de garantir aux citoyens un accès plus équitable à des logements de qualité. La nouvelle loi sur la promotion immobilière apparaît ainsi comme un instrument clé pour accompagner le développement harmonieux du pays et répondre aux enjeux croissants liés à l'urbanisation rapide. Pour l'instant, une trentaine de promoteurs immobiliers ont reçu leurs agréments.

Sources : SIG / Burkina 24



## FREDERIC YAMEOGO, PRESIDENT DES GILETS VERTS

# «La réforme du foncier est une bonne voie, mais la mise en œuvre reste le véritable défi»

Créée en 2020, l'association Les Gilets Verts s'est donné pour mission d'accompagner les populations face aux nombreuses difficultés liées au foncier et à l'accès à un logement décent. Dans cet entretien, son président, Frédéric Yaméogo, analyse les réformes engagées par l'État burkinabè, revient sur la nationalisation du foncier, la promotion immobilière, les logements sociaux et la numérisation du cadastre, tout en formulant des recommandations pour une meilleure prise en compte des réalités des populations.



**Home Magazine: Pourriez-vous présenter brièvement l'association des Gilets Verts et insister sur votre mission principale aujourd'hui?**

**Frédéric Yaméogo:** Les Gilets Verts, c'est un mouvement associatif qui existe depuis fin juin 2020 et dirigé actuellement par un bureau exécutif national de sept membres qui s'appuie sur onze bureaux installés dans les différents arrondissements de Ouagadougou. Nous comptons

environ 143 membres. Cependant, nos activités n'ont débuté que quelques mois plus tard, après notre naissance officielle. Nous avons aussi pour ambition de couvrir le territoire national. Nous avons pour mission principale de contribuer à trouver des solutions aux problèmes du foncier et de l'immobilier que rencontrent les populations et aussi de faciliter l'accès à un logement décent. Mais il n'est pas exclu aussi que nous puissions intervenir

dans les autres secteurs de la vie tels que l'éducation, la santé, l'environnement. Si le besoin se fait sentir, si nous sommes appelés, nous pouvons intervenir à ce niveau.

**Comment l'association a-t-elle évolué depuis sa création face aux multiples crises du foncier au Burkina Faso?**

Effectivement, il y a eu de multiples crises, des changements. Nous essayons de nous adapter et nous



adaptons nos activités, nos actions en fonction de l'évolution de la société. Ça veut dire que dès le début, nous avons commencé à être présents dans les zones à habitat spontané, les non lotis. Et on a vu qu'au fur et à mesure, le problème était un peu général. Nous avons alors essayé d'étendre nos ramifications dans les différents arrondissements. Voilà pourquoi nous ambitionnons de couvrir tout le territoire. Donc, nous essayons d'évoluer en fonction des réalités du moment et de chercher des partenaires qui pourront nous accompagner dans l'atteinte de nos objectifs.

### **Et quel genre de partenaires souhaitez-vous avoir?**

Les associations qui travaillent comme nous et qui ont la même vision que nous, c'est-à-dire contribuer à ce que les populations aient accès à un logement décent. Il y a aussi le monde judiciaire qui pourrait nous épauler quant à la résolution des crises que nos populations rencontrent et pour lesquelles elles s'adressent à nous. En somme, des juristes, des avocats pour défendre les intérêts des personnes qui viennent vers nous. Nous ne pouvons pas aider financièrement, mais nous pouvons le faire techniquement. On peut conduire ces personnes-là vers des personnes habilitées à trouver des solutions à leurs problèmes spécifiques ou d'ensemble.

### **Quels sont les principaux combats que vous menez actuellement sur le terrain?**

Actuellement, sur le terrain, nous avons des missions de sensibilisation, c'est-à-dire que nous partons vers les populations pour leur expliquer le bien-fondé de pouvoir préserver les terres que nous possédons parce que nos enfants en pâtiront si nous les dilapidons. Nous travaillons aussi à assainir notre cadre de vie, à mettre l'assainissement au cœur de notre vie quotidienne. Nous faisons des conférences et menons des activités d'intérêt général. Nous accompagnons aussi les personnes qui s'adressent à nous pour les aider à avoir des documents administra-

tifs. Il arrive que certaines personnes ne sachent pas à qui s'adresser. Donc, si quelqu'un vient vers nous pour un problème de titre foncier, pour différents papiers qui ont trait au foncier ou à l'immobilier, nous pouvons faire des démarches avec cette personne pour qu'elle puisse avoir accès à ces documents.

### **Comment appréciez-vous globalement les efforts du gouvernement pour assainir le secteur du foncier?**

Globalement, il y a beaucoup d'efforts qui sont faits et il faut le reconnaître. Nous avons vu, au fil des années, l'adoption de la loi sur la promotion immobilière et la prise de décrets d'application, la mise en place de certaines structures. Nous pouvons citer l'Autorité nationale de coordination du foncier, l'Office national de contrôle des aménagements de construction qui abat vraiment un grand travail. L'État, à travers le ministère en charge de l'urbanisme et de l'habitat, essaie de juguler les différentes difficultés afin que cette loi puisse être mise en application. Nous pensons que c'est déjà un grand pas. Nous souhaitons que l'Etat puisse aussi associer à ce travail les différentes structures associatives qui luttent ou qui travaillent dans ce sens afin que nous puissions à notre tour voir comment est-ce que nous pouvons accompagner ces actions du gouvernement au profit de la population.

### **Parmi toutes ces mesures, quelle est celle qui a le plus retenu votre attention?**

Il y en a plusieurs. Mais nous allons parler de la délivrance spéciale des autorisations ou des permis d'urbanisme à des personnes qui ont acquis des terrains avec des promoteurs immobiliers parce que cela a fait couler beaucoup d'encre et de salive en son temps. On ne savait pas ce qu'il fallait faire avec les attestations que les promoteurs remettaient. Donc la prise du décret en question est une bouffée d'oxygène pour ces différentes personnes parce que ça permet à chacun de pouvoir donner de la valeur à son terrain. Et comme on l'a dit,

c'est progressif. Tout n'est pas pris en compte, mais l'État avance au fur et à mesure. Et nous aussi, c'est dans cette optique que nous nous demandons à l'État de toujours tenir compte de ses engagements et des différentes propositions qui sont faites.

### **La loi n° 008-2023 du 20 juin 2023 visant à assainir la promotion immobilière est-elle, selon vous, la solution définitive aux dérives constatées par le passé?**

Nous pensons que c'est une bonne voie. Et, c'est la solution du moment. D'une part, elle permet de mettre un terme à la vente de terrains nus, principalement par les promoteurs. D'autre part, ça va permettre de faire un tri quant aux différents promoteurs immobiliers parce que certains se cachaient derrière la vente de terrains pour pouvoir s'enrichir. Au fur et à mesure, d'autres solutions pourraient voir le jour mieux réaffirmer cet engagement pris par l'État.

### **Le gouvernement a récemment délivré des agréments à seulement 28 promoteurs immobiliers. Ce chiffre vous paraît-il rassurant ou restrictif pour le marché du logement?**

C'est déjà un bon pas. Comme on l'a dit, il s'agit de faire le tri parmi les différents promoteurs qui sont sur le marché du logement. Ce que ce que nous souhaitons, c'est que cela aille vite. Mais nous constatons une certaine lenteur. Parce que, quand on observe bien, on remarque que ces promoteurs sont sollicités pour la construction des infrastructures, des projets de l'État. Or eux aussi ont leurs projets de construction. Ce qui veut dire qu'ils sont doublement sollicités. Donc cela fait que les réalisations que nous attendons sont très, très lentes. Ce chiffre de 28 promoteurs, on ne peut pas dire qu'il est restrictif ou rassurant. Nous pensons qu'au fur et à mesure, certains promoteurs pourraient encore venir augmenter le nombre s'ils réunissent les conditions édictées. Et l'État pourra peut-être voir également, si la caution fixée à 250 millions de francs CFA, n'est pas

un peu élevée pour tous les promoteurs. Car le nombre de 28 promoteurs pour le territoire national, c'est un peu limite, limite.

**La nationalisation du foncier est un tournant majeur. Comment les populations que vous accompagnez perçoivent-elles ce retour de la terre dans le giron de l'État?**

Effectivement, la paternité de la terre est revenue à l'État, comme nous le souhaitions depuis presque deux ans. Les populations avec

qui nous échangeons ont accueilli cette nouvelle à bras ouverts. Parce que cela permettra à l'État de pouvoir réorganiser la distribution des terres aux collectivités en tenant compte aussi des droits coutumiers. Parce que, quoi qu'on dise, nos chefs coutumiers aussi ont leur mot à dire. Maintenant, à leur niveau, il faut qu'ils aient aussi une attestation de possession foncière rurale (APFR). Je pense que la décision est bien accueillie par la population. C'est la mise en application aussi qu'on attend: comment est-ce que

ces terres seront redistribuées aux différentes collectivités, aux acquéreurs? Sin

**Pensez-vous que la numérisation du cadastre, avec le lancement de la plateforme SyC@D en mars 2025, suffira à éradiquer la corruption et les doubles attributions?**

Cette plateforme est aussi bien accueillie. On essaye de dématérialiser l'administration. Donc c'est un pas important. Cette plateforme vise plusieurs objectifs, dont celui



de permettre aux populations de pouvoir acquérir, par le biais du numérique, des documents fonciers. Elle va également permettre de limiter les doubles attributions et, dans une moindre mesure, de limiter la corruption. On ne va pas dire qu'elle l'éradique parce qu'il y a toujours des failles. Mais elle va contribuer à réduire les risques de corruption, les doubles attributions. Celui à qui une parcelle a déjà été attribuée ne pourra plus avoir une deuxième parcelle car il sera déjà dans la base de données.



**Un nouveau décret facilite désormais la délivrance des permis urbains d'habiter (PUH) et des attestations d'attribution. Est-ce, selon vous, une bouffée d'oxygène pour les propriétaires ou un risque de précipitation administrative?**

Je pense plutôt à une bouffée d'oxygène pour les propriétaires. Parce que l'État va procéder en fonction de l'évolution des situations. Donc, il n'y a pas vraiment de risques de précipitation administrative. Maintenant, il faut permettre à un grand nombre de personnes qui sont dans cette situation et qui sont dans des zones non concernées par cette mesure d'avoir accès à leurs PUH. Il y a des propriétaires qui sont allés construire dans des zones non adaptées, des zones agro-sylvo-pastorales. Et pour ces personnes, je me dis que peut-être plus tard, on pourra trouver d'autres solutions. Mais pour les propriétaires qui ne sont pas dans cette situation, qu'on puisse prolonger encore cette initiative, afin qu'un grand nombre d'entre eux puissent avoir de la valeur à donner à leurs terrains ou à leurs habitations.

**Concernant le projet des 50 000 logements sociaux, quel jugement portez-vous sur les premiers chiffres, 598 construits et 300 logements économiques en cours?**

En réalité, c'est un peu en deçà des attentes ou des réalités que les populations souhaitent. Pratiquement, par an, il faut au minimum 10 000 habitations pour que, sur une durée de cinq ans, un maximum de Burkinabè puissent au moins être logés décemment. Mais c'est un projet qui doit aller normalement jusqu'en 2029, si mes données sont exactes. Et ça concerne différentes localités. Mais au vu de certaines difficultés, nous pensons qu'on pourra peut-être revoir à la baisse les ambitions du département. Il faudra peut-être tenir compte du nombre de logements qu'on pourra construire et s'assurer que ces logements puissent être construits. Parce que quand nous avons des prévisions de 50 000 et qu'à la fin on se retrouve avec 25 000, ça ne fera pas bien. Mais si on

fixe la barre à 25 000 et qu'on arrive à construire 20 000, on se rapproche de l'objectif. Ce sont les mêmes bailleurs de fonds, les mêmes promoteurs immobiliers qui sont sollicités pour les différentes constructions. Nous demandons donc qu'on puisse fixer des quotas assez réalistes de court délai, les réaliser, ensuite voir au fur et à mesure, vers quelles options on pourra se diriger. Nous reconnaissons que beaucoup de choses sont déjà faites dans ce domaine et nous encourageons encore l'État, à travers le ministère en charge de l'Urbanisme, à toujours aller dans ce sens.

**Ces logements sont-ils réellement accessibles à la bourse du «Burkinabè moyen» selon vos observations ?**

On a annoncé un décret d'application selon lequel il faut, pour être éligible à ces logements, avoir un salaire qui vaut au moins dix fois le SMIC, donc autour de 360 000 FCFA, alors que ce n'est pas évident pour le fonctionnaire moyen ou pour une partie de la population. Certains logements pourront être donnés à titre gracieux, pour les personnes nécessiteuses. Mais pour ce qui concerne les locations-ventes ou les locations simples, ce n'est pas évident. Nous demandons à ce qu'on puisse revoir les différents coûts à travers les décrets d'application qui seront pris pour permettre aux populations dans le besoin d'avoir accès à un logement décent. C'est donc l'occasion de lancer un appel pour que le coût de ces différents logements puissent correspondre aux poches, à la bourse du Burkinabè moyen, parce que vu la situation économique que nous traversons, il n'est pas aisé de pouvoir trouver cet argent pour avoir accès à un logement décent.

**Si vous aviez une recommandation prioritaire à faire au ministère de l'Urbanisme pour l'année 2026, quelle serait-elle?**

Ce que nous pouvons peut-être suggérer, c'est la restructuration des zones d'habitation spontanées. Il est vrai que le projet a été lancé, mais ac-

tuellement, faute de moyens, on voit que ça piétine, parce que comme on l'a dit, il faut autour de 700 milliards de FCFA pour réaliser le projet, alors qu'il y a deux zones pilotes, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Donc nous souhaiterions qu'en 2026, on puisse au moins avoir une zone pilote qui soit vraiment en marche, qu'on sente que la restructuration est déjà là et qu'elle est palpable, visible. Cela pourra encourager les habitants de ces zones, dont certains se demandent si ce n'est pas une fiction. Donc nous, demandons que les travaux puissent réellement avancer. Et dans le même ordre d'idées, puisqu'il y a un relogement qui est prévu pour les personnes qui seront affectées, que les sites soient principalement aménagés pour accueillir les personnes qui seront touchées par le projet de restructuration.

A l'endroit du ministère en charge de l'Économie, nous avons également une doléance. Elle concerne la mise en valeur des terrains. Les propriétaires ont cinq ans à partir de l'attribution pour pouvoir mettre en valeur les terrains. Nous demandons d'abord la possibilité de pouvoir aller à 7 ans. La deuxième concerne le cas de ceux qui ont acheté leurs

terrains avec des personnes qui ont été attributaires, et dont la durée de validité est déjà en cours. Que le ministère de l'Économie puisse voir comment est-ce qu'on peut prolonger le délai pour eux. Supposons qu'une personne soit attributaire en 2020. Elle a jusqu'en 2025 pour mettre sa parcelle en valeur. Si elle ne l'a pas fait et qu'elle la revend en 2025, qu'on puisse donner deux ans de plus au nouvel acquéreur pour la mise en valeur. Ce n'est pas facile de trouver de l'argent pour acheter une parcelle et, en même temps, de commencer à construire.

Il y a une programmation qui est déjà établie et il y a des sanctions pécuniaires qui sont prévues en cas de non-mise en valeur. Donc ce n'est pas facile pour le Burkinabè lambda.

**Quels sont les chantiers auxquels vous prévoyez de vous attaquer pour les cinq ans à venir?**

C'est peut-être voir, au fil des années, au fil de l'évolution de la situation, vers quels autres objectifs nous pouvons nous déployer. Nous allons déjà accompagner les initiatives qui ont été prises, afin d'attirer l'attention de l'autorité là où ça cloche. Nous, nous allons intensifier

notre communication, notre sensibilisation auprès des populations. Nous allons aussi interpeller l'État pour qu'il mette le projecteur sur les acquis engrangés à son niveau. Parce que souvent, la population ignore ce qui est fait de la part de l'État. Et c'est plus tard qu'on se rend compte qu'il y a des textes, qu'il y a des lois qui existent. Nous allons travailler avec l'État, pour pouvoir intensifier la communication dans pratiquement toutes les langues, pour que tout le monde ait les informations importantes. Il faut qu'à travers les actions que nous allons mener, les populations puissent mieux connaître Les Gilets Verts et adhérer à notre cause, pour nous accompagner dans ce que nous faisons. Ce sont des activités à mener au fur et à mesure. Comme on l'a dit, on ne peut pas tout faire du coup. Donc au fur et à mesure de l'évolution, nous verrons vers quelles options nous orienter.

**Est-ce qu'il vous reste quelque chose à dire que mes questions ne vous ont pas permis d'aborder?**

Tout a pratiquement été dit. Il faut d'une part, encourager les initiatives qui ont été prises. Comme on l'a dit, il faut un gouvernement fort pour prendre des mesures fortes. Et pour nous, c'est le moment, parce que les conditions sont réunies pour que des décisions fortes soient prises et qu'on puisse les faire respecter. Donc, nous encourageons encore ce qui est fait, et nous demandons au ministère en charge de l'Urbanisme d'être toujours à l'écoute des populations. Parfois la communication manque et c'est une source de litige. Parfois ce sont des litiges qui sont mal résolus, et cela complique davantage la situation.

Donc, les autorités peuvent être davantage ouvertes, communiquer et associer les structures qui sont plus proches des populations, afin que les échanges soient facilités entre tout le monde. Nous disons aussi merci à votre organe, pour le temps que vous accordez aux personnes qui se battent pour que les Burkinabè aient accès à un logement décent et à de meilleures conditions de vie. Nous espérons que vous aurez du succès.





KEMPINSKI

CONGO

## L'excellence architecturale s'installe à Brazzaville

La capitale de la République du Congo se modernise davantage avec la mise en service officielle de l'Hôtel Kempinski. Le 2 décembre 2025, le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, entouré de membres du gouvernement et du corps diplomatique, a présidé la cérémonie d'ouverture de ce complexe hôtelier de grand luxe.

Érigé sur les rives du fleuve Congo, ce bâtiment de cinq étoiles représente non seulement une prouesse technique signée par la société MBTP, mais aussi une preuve de la vitalité économique du pays et de la capacité des bâtisseurs locaux à piloter des chantiers de classe mondiale.

Cette infrastructure imposante, qui s'étend sur une surface totale de 30 000 mètres carrés, propose une offre d'hébergement haut de gamme composée de 200 chambres et suites. Au-delà de l'hébergement, le complexe a été conçu comme un centre de vie complet intégrant une salle de sport aux équipements modernes, un espace de soins et de relaxation, ainsi que des bassins de natation en plein air. Les amateurs de sport peuvent profiter d'un court de tennis, tandis que les professionnels disposent d'un centre de conférence de pointe. Les familles ne sont pas oubliées grâce à un espace dédié aux enfants, faisant de ce lieu une destination polyvalente pour une clientèle inter-

nationale exigeante.

Lors de cet événement, Lydie Pongault, en sa qualité de ministre de l'Industrie culturelle, Touristique, Artistique et des Loisirs, a insisté sur la portée stratégique de cette réalisation. Selon elle, cet investissement est un levier essentiel pour renforcer l'image de Brazzaville à l'étranger et positionner le Congo comme une terre d'accueil privilégiée pour le tourisme de luxe. Cette vision est partagée par Hassan Attie, le Directeur général de MBTP, qui a exprimé une vive émotion lors de l'aboutissement de ce projet. Il a décrit cette réussite comme le fruit d'une détermination sans faille face aux contraintes techniques et aux défis complexes rencontrés durant les travaux.

Le responsable de l'entreprise de construction a également rendu un hommage appuyé au président congolais pour son rôle moteur dans la transformation du pays. Par ailleurs, il s'est félicité de la collaboration fructueuse avec le Groupe saoudien Al Othman. L'investisseur a fait

le choix audacieux et stratégique de s'appuyer sur le savoir-faire des entreprises locales, une confiance que Hassan Attie considère comme un message fort adressé au monde des affaires. Il a enfin salué le dévouement des ouvriers qui ont travaillé avec persévérance, même lors de périodes nationales difficiles, pour faire sortir de terre ce monument de l'hôtellerie.

En conclusion, l'érection de l'hôtel Kempinski témoigne de la montée en puissance de Brazzaville sur la scène touristique en Afrique centrale. Ce projet illustre parfaitement la réussite d'un partenariat entre une vision politique ambitieuse, des capitaux étrangers et une expertise technique nationale. En s'insérant ainsi dans la silhouette de la capitale, l'établissement devient le nouveau visage d'un Congo tourné vers l'avenir, prêt à accueillir des projets d'envergure et à s'imposer comme un carrefour d'opportunités incontournable sur le continent.

Source : Financial Afrik

## INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

# Pointe-Noire sacrée leader du transit en Afrique centrale

À l'occasion de la neuvième cérémonie des Awards des ports africains, qui s'est tenue en novembre 2025, la place portuaire de Pointe-Noire a été officiellement désignée comme le meilleur hub de transit pour l'intégration des économies de la sous-région.



Cette distinction prestigieuse a été remise lors des travaux du 45<sup>e</sup> conseil annuel de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, soulignant ainsi le rôle stratégique du port dans les échanges commerciaux transfrontaliers.

Ce succès repose en grande partie sur la modernisation profonde du terminal à conteneurs sous l'impulsion de Congo Terminal. Le directeur général de l'entreprise, Anthony Samzun, a rappelé que plus de trois cent cinquante millions d'euros ont déjà été injectés dans une première phase de travaux. Ces fonds ont permis de transformer les infrastructures, d'intégrer des technologies de pointe et de renforcer les compétences des équipes lo-

cales. L'ambition affichée est claire : pérenniser le statut de Pointe-Noire en tant que principale porte d'entrée maritime pour toute l'Afrique centrale.

L'avenir s'annonce encore plus ambitieux puisque l'opérateur engage actuellement une seconde phase d'investissement de 400 millions d'euros. Ce nouveau volet financier est dédié au développement d'une plateforme portuaire située au Môle Est. Pour la direction de Congo Terminal, cet effort massif garantit que la République du Congo accentuera son influence comme nation de transit incontournable. Le port ne se contente plus de gérer des flux locaux, mais aspire à devenir la référence absolue en eaux profondes et un centre d'excellence pour le

transbordement sur l'ensemble de la façade atlantique sud-africaine. Cette réussite est également le fruit d'une synergie étroite entre les secteurs public et privé. Séraphin Bhalat, le directeur général du port autonome de Pointe-Noire, a exprimé sa grande satisfaction quant à la collaboration fructueuse entretenue avec Congo Terminal. Selon lui, cette alliance est le moteur de la compétitivité du site, qui doit demeurer une escale privilégiée et stratégique pour les grandes compagnies maritimes internationales. En augmentant ses capacités de stockage et de traitement, Pointe-Noire s'assure une place de choix dans l'architecture logistique du continent pour les décennies à venir.

**Financial Afrik**

## 80 % des travaux déjà réalisés, une dynamique industrielle en marche à la Zone économique spéciale de Kin-Malebo

Le projet de la Zone économique spéciale de Kin-Malebo progresse à un rythme soutenu, marquant un tournant pour l'activité économique de la région. Selon un récent bilan communiqué par le Fonds pour la promotion de l'industrie, la première phase des aménagements est déjà réalisée à 80 %. Ce constat fait suite à l'inspection du site menée le 6 décembre 2025 par le directeur général de l'organisme, Hervé-Claude Ntumba Batukonke. Situé dans la commune de la N'Sele, ce pôle industriel se trouve dans une position stratégique, à seulement dix kilomètres de l'aéroport de Ndjili et à une quarantaine de kilomètres du centre-ville de Kinshasa.

La genèse de cette infrastructure remonte à septembre 2022, date à laquelle un partenariat public-privé a été conclu entre la République démocratique du Congo et le groupe Arise Integrated Industrial Platforms. Cet accord prévoit un investissement de 200 millions de dollars, avec une répartition du capital fixée à 60 % pour le partenaire privé et 40 % pour l'État congolais. Les retombées attendues sont massives, avec une prévision de 20 000 emplois créés et l'espoir d'attirer jusqu'à 850 millions de dollars de capitaux privés supplémentaires dans divers secteurs d'activité.

En ce qui concerne la dimension spatiale du projet, les chiffres officiels ont connu quelques ajustements depuis le lancement. Initia-

lement estimée à 514 hectares, la superficie de cette première phase a été évaluée à 497 hectares par l'Agence congolaise des grands travaux, avant que le promoteur Arise n'affiche finalement 528 hectares sur ses plateformes actuelles. Ce vaste terrain doit accueillir un éventail varié de filières, allant de la transformation du bois et de la production de boissons à des industries plus technologiques comme la fabrication de véhicules électriques, de produits pharmaceutiques ou le recyclage de matériaux. Bien que le chantier actuel soit très avancé, le calendrier initial a subi d'importants décalages. Alors que les opérations auraient dû démarrer fin 2022 pour une inauguration en 2023, les travaux d'aménagement n'ont véritablement débuté

qu'en avril 2024. Malgré ce retard dont les causes n'ont pas été détaillées, les perspectives demeurent encourageantes. Le ministère de l'Industrie table toujours sur une ouverture officielle avant la fin de l'année 2025, soulignant que plusieurs entreprises ont déjà manifesté leur intérêt en réservant des parcelles industrielles.

Le pilotage de cette zone est assuré par Arise IIP, un opérateur panafricain reconnu qui gère déjà une douzaine de parcs industriels sur le continent. Présent notamment au Gabon, au Bénin, au Togo et au Rwanda, le groupe apporte son expertise dans la gestion de zones économiques spéciales pour faire de Kin-Malebo un centre d'excellence industrielle en Afrique centrale.



## INFRASTRUCTURES EN RDC

# Un nouvel élan pour Boma grâce à un investissement massif de l'AFD

La ville de Boma devrait connaître transfiguration grâce à une enveloppe globale de 50 millions d'euros, soit environ 58 millions de dollars, octroyée par l'Agence française de développement. Ce financement ambitieux vise à réhabiliter les infrastructures de cette cité du Kongo Central tout en la préparant à affronter les défis environnementaux contemporains. Ce lancement opérationnel concrétise les accords bilatéraux conclus entre les gouvernements congolais et français lors du mois de mars 2025.



L'apport financier se décline en deux volets complémentaires avec une part de prêt s'élevant à 40 millions d'euros et une subvention de 10 millions d'euros dédiée à l'appui technique. Cette initiative s'intègre dans une stratégie globale de transition numérique et de développement durable. Selon le directeur de l'AFD en République démocratique du Congo, Hervé Conan, le choix de Boma repose sur son prestige historique d'ancienne capitale et sur sa situation géographique stratégique. L'objectif est de faire de cette localité un laboratoire de la ville résiliente dont le modèle pourra être reproduit dans d'autres provinces du pays.

Le déploiement technique prévoit une restructuration profonde du paysage urbain incluant la modernisation de la voirie et une meilleure gestion des services publics. En parallèle de ces chantiers, un plan de développement territorial sera élaboré pour guider la croissance de la commune. La portion gratuite du financement, gérée par Expertise France, se concentrera sur la construction de lieux communautaires emblématiques. Parmi ces édifices figurent un complexe sportif, une structure pour la jeunesse ainsi que la future « Maison des femmes », un espace dédié au soutien et à l'autonomie des femmes. Sur le plan social et économique,

les retombées attendues sont significatives puisque le projet espère favoriser l'augmentation des ressources financières d'au moins 5000 femmes de la région. Pour garantir la réussite de cette mutation, une structure de gestion autonome a été mise en place sous la tutelle du ministère de l'Aménagement du territoire tout en gardant une responsabilité financière devant le ministère des Finances. Au niveau local, la coordination de ces travaux d'envergure est assurée conjointement par la mairie de Boma et l'Agence nationale de l'aménagement du territoire.

Source : Agence Ecofin



## Vers une révolution de la gestion foncière

Le 28 novembre 2025, le Sénat de la République démocratique du Congo a accepté l'examen du projet de loi soumis par O'Neige N'Sele, la ministre des Affaires foncières. Ce texte vise à réviser et à enrichir la loi n° 73-021 du 20 juillet 1973. Adopté en première lecture par le gouvernement le 7 novembre 2025, il représente la première réforme significative depuis plus de 50 ans. Son objectif est de sécuriser les droits fonciers, d'actualiser l'administration et de mettre un terme aux irrégularités comme les superpositions de terrains et les lotissements illégaux.

Le cadre législatif régissant les terres en République démocratique du Congo s'apprête à connaître une mutation. Le 28 novembre 2025, la ministre des Affaires foncières, O'Neige N'Sele, a franchi une étape cruciale avec la validation par le Sénat de la recevabilité d'un nouveau projet de loi. Ce texte, qui vient amender la législation en vigueur depuis juillet 1973, représente la mise à jour la plus significative du secteur en plus de cinq décennies. Cette initiative gouvernementale, validée initialement en Conseil des ministres au début du mois de novembre, entend remédier aux dysfonctionnements chroniques tels que les occupations illégales et les conflits de limites parcellaires.

L'ambition de cette réforme repose sur une modernisation profonde des outils administratifs. L'un des grands piliers de ce changement est la dématérialisation complète des registres du cadastre, censée apporter une grande transparence. Le législateur propose également

des mesures fortes pour assainir le secteur, notamment la suppression du principe de prescription foncière et une régulation stricte des terres situées aux frontières du pays. Afin de moraliser les transactions, l'État prévoit l'abolition des règlements en nature au profit d'une mercuriale foncière officielle et envisage une réduction drastique des attributions gratuites de concessions. Une évaluation systématique des terrains non exploités sera par ailleurs menée à l'échelle nationale pour optimiser l'usage du territoire.

Sur le plan juridique et administratif, le projet de loi renforce considérablement les exigences envers les fonctionnaires. Ces derniers verront leur responsabilité pénale et civile engagée plus fermement en cas de faute. De plus, avant toute action devant les tribunaux, une phase de médiation deviendra obligatoire pour tenter de résoudre les différends à l'amiable. Cette volonté de sécurisation s'appuie également sur des technologies de pointe. En effet,

depuis le milieu de l'année 2025, les autorités expérimentent un système de gestion foncière reposant sur la blockchain Solana. Grâce au partenariat avec la société Duna RWA, les titres de propriété sont transformés en actifs numériques infalsifiables, dont la traçabilité est assurée par le contrôle rigoureux des notaires et des services de l'État.

Le projet des Rocades de Kinshasa, lancé en juin 2024 dans le but de fluidifier la circulation en centre-ville et d'encourager l'urbanisation, présente également des défis en matière de gestion foncière. Félix-Antoine Tshisekedi, président de la République, ainsi que le gouvernement ont identifié les dangers de conflits fonciers associés aux occupations non autorisées et aux expropriations. Ils ont donc mis en place un système qui combine transparence, dialogue local, compensation et médiation afin de réguler sa mise en œuvre.

Source : Bankable



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

# Lancement des travaux du port de Mongoumba, pilier du corridor Pointe-Noire-Bangui

Avec le lancement officiel des travaux du port fluvial de Mongoumba, la République centrafricaine a réalisé un progrès significatif dans sa démarche visant à désenclaver et à intégrer la région. Ce projet structurant, appuyé par la Banque africaine de développement, fait partie du développement du corridor multimodal qui connecte l'Atlantique au cœur de l'Afrique centrale.

La mise en œuvre du projet de développement du corridor de transport multimodal Pointe-Noire-Brazzaville-Bangui-N'Djamena, connu sous l'appellation CD13, a connu une avancée décisive le 10 décembre 2025 en République centrafricaine. Cette date a été marquée par la pose de la première pierre du port fluvial de Mongoumba, localité située dans le sud du pays, appelée à devenir un pôle logistique stratégique.

La cérémonie officielle s'est déroulée sous la présidence du chef de l'État centrafricain, Faustin-Archange Touadéra. Elle a rassemblé de hautes autorités nationales, dont le Premier ministre Félix Moloua, ainsi que le responsable pays par intérim de la Banque africaine de développement, Boye Kissagne. Des membres du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, des autorités locales et une forte mobilisation des populations ont également pris part à l'événement.

Dans son allocution, le président Touadéra a souligné la portée stratégique de ce chantier pour l'avenir du pays. Il a affirmé que cette initiative traduisait sa volonté de construire une Centrafrique moderne, capable de valoriser ses atouts géographiques, hydrauliques et humains afin d'accéder au statut de nation émergente. Selon lui, le lancement de ce port constitue un tournant majeur dans la politique nationale d'ouverture, de connectivité et de dynamisation des échanges économiques au sein de l'Afrique centrale, ajoutant que les fondations posées symbolisent un avenir de croissance, d'espoir et d'opportunités pour le pays.



Le port fluvial de Mongoumba est appelé à jouer un rôle central dans les échanges entre la République centrafricaine et la République du Congo. En tant que maillon clé du transport fluvial sous-régional, il devrait améliorer la connectivité, réduire les délais d'acheminement des marchandises et contribuer à la maîtrise de l'inflation. L'infrastructure vise également à renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs privés, à fluidifier l'articulation entre transport fluvial et routier et à générer des emplois, notamment dans les secteurs de la logistique et des services financiers.

Le financement du projet est assuré en grande partie par le Groupe de la Banque africaine de développement, qui a mobilisé un don de 282 millions de dollars américains à travers le Fonds africain de développement et la Facilité d'appui à la transition. Cette contribution conforte la position de l'institution comme chef de file du Programme de développement des infrastructures en Afrique. Prenant la parole à son tour, le représentant de la Banque africaine de développement, Boye Kissagne, a

estimé que le lancement des travaux allait bien au-delà de la réalisation d'une simple infrastructure. Il a décrit le port de Mongoumba comme une porte ouverte sur un avenir de prospérité partagée et comme le symbole de la résilience et de la détermination du peuple centrafricain à surmonter les obstacles.

Les travaux de construction ont été confiés à un groupement italo-égyptien composé des entreprises Selip et Rowad. La supervision technique est assurée par le groupement SCET Tunisie et Lege Engineering, pour une durée d'exécution prévue de 24 mois. Partenaire stratégique de longue date de la République centrafricaine, le Groupe de la Banque africaine de développement finance actuellement 20 projets dans le pays, pour un montant global de 583 millions de dollars américains, principalement dans les transports (51 %), l'eau et l'assainissement (21 %), l'agriculture (12 %) et autres secteurs comme l'énergie, le social, la gouvernance et la finance (16 %).

**Source : African Development Bank (AfDB)**

## NAMIBIE

# Le défi du financement routier, une urgence à 460 millions de dollars

Bien que la Namibie dispose de l'un des réseaux routiers les plus performants d'Afrique, le pays se heurte aujourd'hui à une réalité budgétaire alarmante. Pour assurer la réhabilitation et la maintenance de ses infrastructures, les besoins financiers s'élevaient désormais à 8,5 milliards de dollars namibiens, soit environ 460 millions de dollars américains. Ce montant colossal dépasse largement les capacités actuelles de l'administration du Fonds routier, dont les recettes annuelles plafonnent à un peu plus de 4 milliards de dollars namibiens.

Cette situation génère un déficit de financement critique qui menace l'accès aux régions les plus isolées du territoire. À l'heure actuelle, le système repose majoritairement sur les taxes sur les carburants, lesquelles génèrent 63 % des ressources disponibles. Lors des récentes consultations pour le plan d'affaires s'étendant de 2026 à 2031, Elton Gaoseb, le directeur exécutif du fonds, a mis en garde contre la fragilité de ce modèle. « Je me souviens que lors de l'une de nos dernières séances, une recommandation ou un appel avait été lancé pour supprimer les taxes sur le carburant. Je prévois de mener une étude approfondie à ce sujet, mais parfois une représentation visuelle suffit à démontrer à quel point nous en dépendons fortement. Et bien que cette dépendance existe,

nous parlons d'un déficit de financement compris entre 8,5 milliards de dollars namibiens et 4,2 milliards de dollars namibiens. C'est de ce déficit de financement que nous parlons », a-t-il dit. Car bien que certains acteurs appellent à la suppression de ces taxes, leur poids dans le budget actuel rend toute transition complexe sans une étude de substitution rigoureuse.

L'urgence d'un réinvestissement massif est d'autant plus pressante que le coût de l'inaction s'annonce prohibitif. Les parties prenantes soulignent que tout retard dans l'entretien des routes entraînera une dégradation accélérée du réseau, augmentant de fait les dépenses futures de réparation ainsi que les coûts d'exploitation des véhicules circulant sur les grands corridors. Pour éviter

cet effet boule de neige, les experts préconisent une diversification des sources de revenus, évoquant notamment le renforcement des taxes routières, la mise en place de péages et un soutien accru de l'État.

Au-delà de l'aspect purement comptable, le futur plan stratégique mise sur l'innovation et la durabilité. Il s'agit non seulement de mobiliser des capitaux via des appels d'offres concurrentiels, mais aussi d'intégrer des normes de construction résilientes face aux dérèglements climatiques. L'objectif final est de transformer cette impasse financière en une opportunité de modernisation pour garantir la pérennité du secteur routier namibien sur la prochaine décennie.

Source : Africa24tv.com



## NAMIBIE

# L'autoroute Hage Geingob, nouveau moteur du hub logistique régional

Inaugurée officiellement le lundi 10 novembre 2025, l'autoroute Dr Hage G. Geingob marque un tournant pour la Namibie. Plus qu'une simple route, ce tronçon de 47,5 km incarne l'ambition du pays de devenir le carrefour incontournable des échanges commerciaux en Afrique australe.



**L**e projet transforme radicalement la mobilité entre le centre-ville de Windhoek et l'aéroport international Hosea Kutako. Autrefois long de près d'une heure, le trajet est désormais réduit à un peu plus de 20 minutes.

Ce gain de temps crucial ne bénéficie pas seulement aux passagers : il optimise le fret aérien et la desserte des zones industrielles périphériques, rendant la capitale namibienne plus compétitive face à ses voisines régionales.

Le coût global de l'infrastructure

s'élève à 3,5 milliards de dollars namubiens (environ 205 millions USD). Le financement, échelonné entre 2016 et 2021, repose sur un effort public local soutenu par une contribution chinoise de 447 millions de yuans (environ 62,9 millions USD), via l'expertise du groupe Zhong Mei Engineering.

Le maillon fort du corridor du Kalahari

L'enjeu de cette autoroute dépasse les frontières nationales. Elle constitue un élément central du corridor de transport du Kalahari, un axe

stratégique pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

En connectant l'aéroport aux routes régionales, la Namibie offre une alternative solide aux corridors sud-africains. Ce tracé permet aux pays enclavés comme le Botswana, le Zimbabwe et la Zambie de disposer d'un accès fluide et direct aux installations portuaires de Walvis Bay sur l'Atlantique.

L'ouverture de cet axe s'inscrit dans un plan national de modernisation plus vaste, comprenant l'extension de l'aéroport Hosea Kutako avec un nouveau terminal prévu d'ici 2030 ; la rénovation des axes routiers menant vers le port de Walvis Bay ; le développement de la multimodalité pour fluidifier le passage du rail à la route et au transport maritime.

En investissant massivement dans ses infrastructures, la Namibie ne se contente pas de moderniser son réseau ; elle se positionne stratégiquement pour attirer de nouveaux flux commerciaux et des investissements au cœur des chaînes de valeur transfrontalières.



Source : Agence Ecofin

## CORRIDOR DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

# La BAD débloque 76 millions de dollars supplémentaires pour la Somalie

L'institution financière panafricaine a validé, le 10 décembre 2025, une importante extension budgétaire destinée à finaliser les infrastructures routières reliant la Somalie à ses voisins djiboutiens et éthiopiens.

Réuni à Abidjan, le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a acté un financement additionnel de 76,37 millions de dollars américains. Cet appui financier massif se décompose en deux sources distinctes, avec une contribution de 49,16 millions de dollars issue du Fonds africain de développement et un apport de 27,21 millions de dollars provenant de la Facilité d'appui à la transition. Ce dernier mécanisme est spécifiquement conçu pour accompagner les États en situation de fragilité. L'objectif central de cette initiative est de transformer la mobilité régionale en améliorant la connectivité intérieure et transfrontalière. En facilitant le passage des marchandises et des personnes, la Banque espère stimuler l'intégration économique et réduire l'instabilité dans cette zone stratégique. Mike Salawou, directeur du département des Infrastructures à la BAD, souligne que ce financement répond à une montée en gamme du projet initial. « Cette proposition de financement addi-

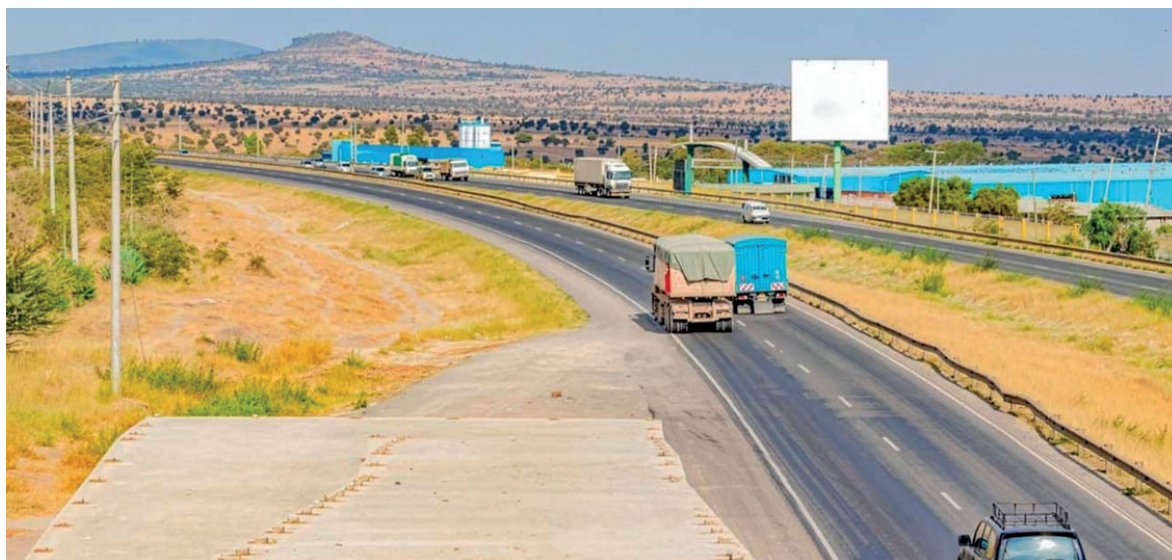
tionnel est principalement motivée par l'extension de la portée initiale du projet, marquée par l'évolution des interventions minimales vers des réhabilitations routières complètes, rendue possible par l'amélioration de conceptions et l'intégration de nouveaux volets : ponts, sections routières supplémentaires et mesures de facilitation du commerce, du transport et des infrastructures sociales, afin de maximiser les retombées positives pour la communauté locale », a-t-il dit. Les interventions, autrefois limitées à de l'entretien, s'étendent désormais à des réhabilitations complètes incluant des ouvrages d'art et des mesures de facilitation du commerce pour maximiser l'impact sur les communautés.

Sur le terrain, les travaux se concentreront sur la modernisation de deux axes prioritaires. Le premier concerne le tronçon de 15 kilomètres reliant Zeila à Asha Addo, au Somaliland, tandis que le second portera sur les 22 kilomètres séparant Beled Weyne de Kalabeyr, dans l'État d'Hirshabelle. Au-delà des

routes, le programme déploie un volet social ambitieux pour renforcer la résilience locale. Les fonds permettront ainsi de construire des forages d'eau potable, de réhabiliter des centres de santé et de rénover des établissements scolaires destinés à devenir des centres de formation. L'édification de marchés et de hangars de stockage viendra compléter ce dispositif pour soutenir les moyens de subsistance des habitants.

Enfin, le volet institutionnel du projet vise à fluidifier les échanges avec l'Éthiopie. La Banque prévoit notamment la mise en œuvre d'un régime commercial simplifié pour les petits commerçants et la modernisation globale des services douaniers somaliens par l'automatisation des processus. Cette approche globale, mêlant infrastructures lourdes, services sociaux et réformes administratives, entend poser les bases d'une croissance durable pour l'ensemble de la région.

Source : [media@afdb.org](mailto:media@afdb.org)

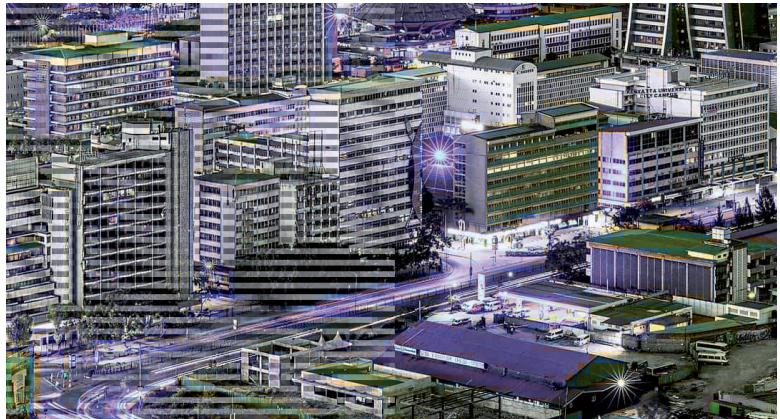


## KENYA

# De nouveaux outils financiers pour transformer son paysage infrastructurel

Dans sa stratégie de développement économique, le gouvernement kényan valide la création de deux structures financières majeures. Sous l'impulsion du président William Ruto, le Conseil des ministres a approuvé le lundi 15 décembre 2025 le lancement du Fonds national d'infrastructure ainsi que d'un fonds souverain inédit. Cette initiative ambitionne de lever une somme colossale de 5 000 milliards de shillings, soit environ 38,7 milliards de dollars, pour moderniser les réseaux de transport et les capacités de production énergétique du pays.

Cette manœuvre stratégique répond à une urgence budgétaire alors que Nairobi fait face à un endettement public pré-occupant. Après une décennie marquée par des emprunts massifs pour bâtir ses infrastructures, le Kenya affiche désormais l'un des ratios dette-recettes les plus critiques du continent africain. En proposant ces nouveaux fonds, les autorités cherchent à rompre avec le cycle traditionnel de l'endettement et de la pression fiscale. Cette transition vers les capitaux privés est d'autant plus nécessaire que les récentes tentatives de renforcement des taxes ont provoqué d'importants remous sociaux, forçant l'exécutif à réviser sa loi de finances et à engager un audit approfondi de sa dette souveraine dès la fin de l'année 2024. L'alimentation de ces nouveaux réservoirs financiers reposera sur une diversification des ressources étatiques. Les revenus tirés de l'exploitation des gisements miniers et pétroliers constitueront le socle de ces fonds, complétés par les dividendes provenant des participations pu-



bliques et les recettes générées par le programme de privatisation en cours. Ce déploiement de capitaux frais est attendu avec impatience pour débloquer de nombreux chantiers emblématiques qui stagnent actuellement par manque de moyens, à l'image du prolongement de la ligne ferroviaire SGR vers la frontière ougandaise ou de la modernisation de l'aéroport international Jomo Kenyatta.

Malgré ces défis de financement qui ont par le passé découragé certains bailleurs internationaux, des signes

de relance sont déjà perceptibles sur le terrain. Le gouvernement a récemment donné le coup d'envoi des travaux pour le doublement de l'axe routier entre Gilgil et Mau Summit, un projet longtemps suspendu mais jugé vital pour la fluidité des échanges. Grâce à ce nouveau cadre institutionnel, le Kenya espère non seulement achever ses projets en souffrance, mais aussi pérenniser sa trajectoire de croissance sans alourdir davantage le fardeau des contribuables.

Source : Agence Ecofin



## KENYA

# Les règles budgétaires durcies pour mettre fin au surcoût des infrastructures

Pour stopper l'hémorragie financière liée aux chantiers publics, le gouvernement kényan vient d'adopter un nouveau cadre de tarification rigoureux. Cette réforme structurelle vise à rationaliser les dépenses de l'État, particulièrement dans le secteur routier, afin d'optimiser chaque shilling investi.



La grande nouveauté réside dans l'abandon des estimations basées sur l'historique des prix au profit de la méthode FPA (First Principles Approach). Déjà éprouvée dans des pays comme le Royaume-Uni, l'Australie ou Singapour, cette approche s'appuie sur une analyse réelle des données de coûts plutôt que sur des précédents parfois gonflés.

L'objectif est ambitieux : réduire les dépassements budgétaires de près de 25 %. En instaurant cette transparence, Nairobi espère éradiquer les tarifications incohérentes ou

irrégulières qui freinaient jusqu'ici le développement du pays.

Cette décision intervient alors que les finances publiques kényanes sont sous haute tension. Le pays doit faire face à deux défis majeurs. D'abord l'apurement de la dette : l'État accumule des retards de paiement considérables envers les entreprises de BTP. Puis la levée de fonds : Pour solder ces factures impayées, le gouvernement a annoncé l'émission d'obligations souveraines à hauteur de 170 milliards de shillings (environ 1,3 milliard USD).

Le Kenya traîne depuis longtemps

une réputation de pays aux infrastructures coûteuses. Dès 2014, la Banque africaine de développement (BAD) le classait parmi les nations africaines où construire une route revient le plus cher.

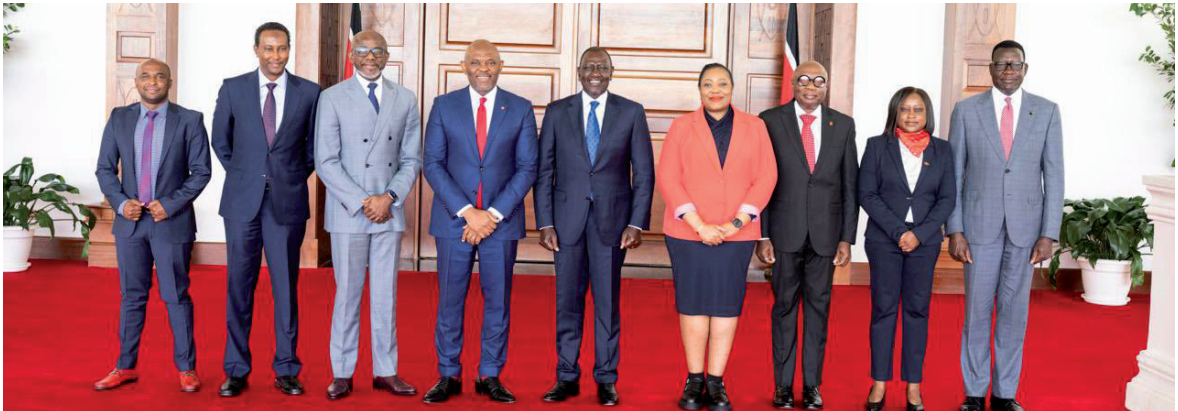
Des audits passés, notamment celui de 2022 sur le projet de contournement sud de Nairobi (Nairobi Southern Bypass Road Project), avaient déjà mis en lumière des failles de gestion et des surcoûts liés, en grande partie, aux pénalités de retard et aux factures non honorées.

**Source : Agence Ecofin**

## KENYA

# Le magnat nigérian Tony Elumelu injecte 1 milliard de dollars dans les infrastructures nationales

Dans un tournant majeur pour l'économie est-africaine, le président kényan William Ruto a annoncé mercredi 12 novembre 2025 un investissement massif de 1 milliard de dollars de la part de l'homme d'affaires nigérian Tony Elumelu. Cet engagement, fruit d'une rencontre à la State House de Nairobi, marque une étape décisive dans la stratégie de développement du Kenya basée sur les partenariats public-privé (PPP).



Ce financement colossal, porté par le président du groupe United Bank for Africa (UBA) et de Heirs Holdings Group, ne se contente pas d'injecter des liquidités. Il cible précisément les piliers du programme de transformation kényan : l'énergie avec l'amélioration des capacités de production d'électricité, la sécurité alimentaire avec le renforcement des chaînes de production et de distribution. Et enfin les transports avec l'extension stratégique des réseaux routiers et ferroviaires.

Pour le président William Ruto, cet investissement est le symbole d'une

« vision partagée pour l'avenir de l'Afrique ». Sur son compte X, le chef de l'État a insisté sur la nécessité de cette collaboration : « La transformation de notre continent exige un partenariat solide et déterminé entre les secteurs public et privé africains. »

L'Africapitalisme en action

Cet engagement de Tony Elumelu est la mise en pratique concrète de sa philosophie : l'Africapitalisme. Selon cette doctrine, le secteur privé est le principal moteur de la transformation sociale et économique du continent.

Déjà connu pour avoir soutenu plus de 25 000 entrepreneurs via sa fon-

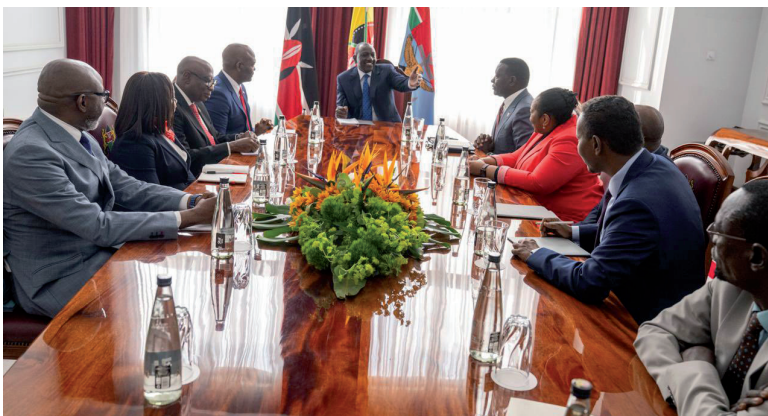
dation depuis 2015, Elumelu passe ici à une échelle supérieure en s'attaquant aux infrastructures lourdes, indispensables pour « libérer le potentiel des ressources humaines et naturelles ».

L'annonce intervient à un moment charnière pour le Kenya. Alors que le pays cherchait jusqu'ici des financements auprès de partenaires traditionnels comme la Chine (avec qui des discussions piétinent pour certains projets de transport), Nairobi change de paradigme.

L'objectif du gouvernement est clair : accélérer la modernisation sans creuser la dette publique. En privilégiant les investisseurs privés africains et en lançant récemment son propre fonds souverain, le Kenya cherche à sécuriser sa souveraineté économique tout en comblant son déficit infrastructurel.

« Ce n'est qu'à travers une telle collaboration que nous pourrions libérer tout le potentiel de nos peuples », conclut William Ruto, président du Kenya.

**Source : Agence Ecofin / Compte X du président du Kenya**





## AFRIQUE DU SUD

# Le pays réussit son pari financier pour moderniser ses infrastructures

**Dans le cadre de sa stratégie de modernisation des infrastructures, l'Afrique du Sud pose un jalon significatif : son premier appel d'offres d'obligations destinées au financement du développement a connu un grand succès, suscitant plus du double de l'intérêt anticipé. Un progrès majeur pour attirer des fonds privés et stimuler les investissements publics.**

Le paysage économique sud-africain vient de connaître un tournant décisif avec le triomphe de sa toute première émission obligataire spécifiquement consacrée au développement. Cette opération financière, orchestrée par le Trésor national, a suscité un enthousiasme dépassant largement les attentes initiales des autorités. En parvenant à capter l'intérêt des marchés, Pretoria pose ainsi les jalons d'une nouvelle ère pour la mobilisation de capitaux privés au service du bien commun.

Le bilan comptable de cette levée de fonds s'élève à 11,8 milliards de

rands, ce qui représente une injection d'environ 694 millions de dollars pour les caisses de l'État. L'ampleur de la demande a surpris les observateurs puisque les offres totales ont atteint la barre des 26 milliards de rands. Ce niveau de souscription, équivalent à plus de deux fois le montant recherché, témoigne d'une confiance retrouvée des investisseurs envers les projets à long terme du pays. Dans le détail, cette émission a été scindée en deux catégories de titres, l'une de 6,99 milliards de rands assortie d'un taux de 8,575 % et l'autre de 4,79 milliards de rands affichant un rendement de 9,13 %. L'intégralité de cette manne financière sera injectée dans le Mécanisme budgétaire pour les infrastructures, un organisme stratégique dont la mission est d'encadrer les chantiers nationaux jugés prioritaires. Ce dispositif a d'ailleurs bénéficié d'une profonde restructuration au cours de l'année 2025 afin d'accroître son efficacité. Désormais, le rythme des appels d'offres est passé à quatre sessions annuelles. Cette

cadence régulière permet aux différentes échelles de l'État, des ministères aux municipalités en passant par les entreprises publiques, de présenter des dossiers solides pour obtenir des financements partiels et encourager ainsi le cofinancement avec le secteur privé.

Cette initiative s'intègre parfaitement dans la feuille de route tracée lors du budget à moyen terme de 2024. L'objectif est limpide : rompre avec des années de sous-investissement qui ont lourdement pesé sur la croissance et la qualité des services publics. En ciblant particulièrement les domaines critiques que sont l'énergie, les transports et la gestion de l'eau, le gouvernement espère combler un déficit de financement devenu chronique. À travers ces nouveaux outils de dette à longue échéance, l'Afrique du Sud entend bâtir un portefeuille de projets structurants capables de restaurer durablement sa compétitivité sur la scène internationale.

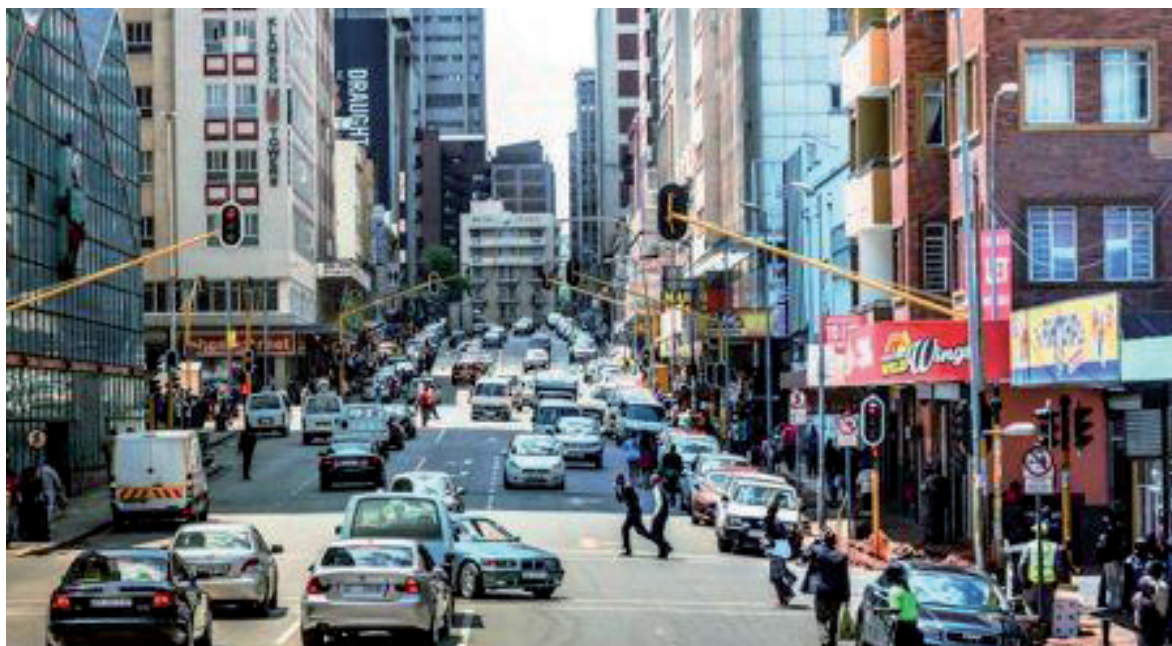
Source : APAnews



## AFRIQUE DU SUD

# Un vaste projet de services urbains au profit de 22 millions d'habitants

Selon les analyses de la Banque mondiale, les agglomérations sud-africaines ont dû faire face, durant la décennie écoulée, à une fragilité financière doublée d'un manque d'investissement dans leurs infrastructures. Pour remédier à cette situation, un nouveau projet vient d'être lancé afin de permettre au pays de redynamiser les services publics fondamentaux au sein des territoires urbains.



**E**n Afrique du Sud, ce sont 22 millions de personnes, résidant dans huit des métropoles les plus importantes du pays, qui sont visées par le « Programme de services commerciaux métropolitains » validé par la Banque mondiale. Cette part de la population est au cœur de l'économie nationale, puisqu'elle génère 85 % de l'activité globale du pays. Dans un communiqué diffusé le vendredi 7 novembre 2025, l'institution financière précise que cette initiative représente la toute première utilisation dans le pays de l'instrument financier de type « Programme axé sur les résultats » (PforR). L'ambition affichée est de renforcer la redevabilité, de restaurer la viabilité financière et d'optimiser l'efficacité opérationnelle des services urbains vitaux dans les municipalités concernées.

Sur le plan financier, l'opération bénéficie d'une contribution de 925 millions de dollars de la part de la

Banque mondiale, s'insérant dans un cadre gouvernemental plus large estimé à 3 milliards de dollars. Le communiqué souligne que l'accès à ce financement étendu sera réservé aux villes qui parviendront à atteindre les objectifs de performance fixés pour l'amélioration de leurs services de base.

Pour rappel, le mécanisme PforR se distingue par le fait qu'il lie formellement le versement des capitaux à la réalisation de résultats concrets et prédéfinis. Ce dispositif soutiendra les réformes institutionnelles portées par l'État ainsi que la modernisation des services commerciaux, avec une priorité accordée à l'approvisionnement en eau potable, aux systèmes d'assainissement, à la fourniture d'électricité et au traitement des déchets solides.

La Banque mondiale observe que, ces dernières années, les centres urbains sud-africains ont rencontré des difficultés de plus en plus

lourdes pour assurer les prestations de base, en raison d'un recul du taux d'accès, de budgets instables et d'un délaissement des infrastructures.

Pourtant, des données de Statistics South Africa (Stats SA) publiées en novembre 2024 nuancent ce constat en montrant une progression globale de l'accès aux services essentiels entre 2011 et 2022. Durant cette période, le taux d'accès à l'eau potable a grimpé de 85,1 % à 88,5 %, tandis que celui de l'assainissement est passé de 68,9 % à 80,7 %. Néanmoins, le rapport précise que la distribution de ces services reste très hétérogène entre les communes, et même à l'intérieur de celles-ci, selon l'importance démographique, la santé économique locale et l'état des besoins en équipements.

Il est à noter que la mise en œuvre de ce programme est prévue pour s'étaler sur une période de six ans.

**Source : Agence Ecofin**

## AMBITIONS AÉROPORTUAIRES

# La Tunisie engage une transformation majeure de ses infrastructures

Face à une reprise dynamique du tourisme et à l'intensification des échanges internationaux, la Tunisie déploie une stratégie d'envergure pour moderniser son aviation civile. Le gouvernement, par la voix de son ministre des Transports Rachid Amri, a annoncé un investissement massif de 3 milliards de dinars, soit environ un milliard de dollars, dédié à l'extension de l'aéroport international de Tunis-Carthage.

Cette décision marque une nette accélération par rapport aux projets initiaux de février 2024. Alors que les premières prévisions tablaient sur une capacité de 13 millions de passagers, les nouvelles ambitions visent désormais les 18 millions de voyageurs annuels, un bond considérable par rapport aux 7,2 millions enregistrés en 2024.

Ce vaste chantier ne se cantonne pas aux pistes et aux terminaux puisqu'il intègre une dimension urbaine essentielle avec la création d'une ligne de métro reliant directement l'aéroport au cœur de la capitale. Ce projet, dont l'étude de faisabilité a été validée par l'Office de l'aviation civile et des aéroports (OACA), sera réalisé selon un modèle « clé en main » après une sélection rigoureuse des prestataires. Cette modernisation répond à l'urgence de mettre à niveau les infrastructures tunisiennes face à la concurrence des autres plateformes méditerranéennes, tout en accompagnant la croissance du trafic de la compagnie nationale Tunisair. Au-delà de la capitale, les autorités



envisagent également une décentralisation du trafic aérien pour éviter la saturation du hub principal. En 2024, Tunis-Carthage a en effet absorbé plus de la moitié des 12,5 millions de passagers ayant transité par le pays. Pour équilibrer ces flux, le gouvernement étudie actuellement la construction d'un nouvel aéroport

dans la région de Bizerte. Ce second pôle dans le Nord permettrait de désengorger Tunis et de fluidifier durablement l'ensemble du trafic national, consolidant ainsi la position de la Tunisie comme carrefour aérien régional.

Source : Agence Ecofin



# INFRASTRUCTURES DURABLES EN AFRIQUE

## La BAD injecte 100 millions de dollars dans l'EAAIF

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) réaffirme son soutien au développement des infrastructures sur le continent. À travers un nouveau prêt de 100 millions de dollars accordé à l'Emerging Africa and Asia Infrastructure Fund (EAAIF), l'institution entend catalyser l'investissement privé dans des secteurs stratégiques et résilients.

Le Groupe de la Banque africaine de développement franchit une nouvelle étape dans sa mission de promotion des infrastructures durables. Le conseil d'administration de l'institution a officiellement approuvé l'octroi d'un prêt de 100 millions de dollars en faveur de l'Emerging Africa and Asia Infrastructure Fund (EAAIF).

Ce financement massif est destiné à aider l'EAAIF à attirer des investissements privés vers des projets cruciaux. Les secteurs visés sont essentiels pour une croissance inclusive et la résilience climatique : les énergies renouvelables, la connectivité numérique, les transports, ainsi que d'autres domaines clés du développement.

L'EAAIF, une société membre du Private Infrastructure Development Group (PIDG) et gérée par la société d'investissement Ninety One, utilisera ces fonds pour continuer à mobiliser des capitaux privés. L'objectif final est de soutenir des projets transformateurs qui facilitent l'accès

aux services de base et encouragent une mutation économique durable à travers le continent africain.

Une stratégie de financement ambitieuse pour 2025-2027

Cette transaction n'est pas isolée. Elle s'insère dans le programme global de levée de fonds de l'EAAIF qui ambitionne de sécuriser un financement à long terme de 300 millions de dollars au cours de l'année 2025. À plus large échéance, le Fonds prévoit d'investir plus de 850 millions de dollars dans les infrastructures en Afrique et en Asie d'ici à 2027. À noter qu'il s'agit du quatrième prêt de cette nature accordé par la BAD à ce fonds.

Mike Salawou, directeur du Département des infrastructures et du développement urbain de la BAD, souligne l'importance de cette collaboration : « Ce partenariat avec l'Emerging Africa and Asia Infrastructure Fund nous permet de débloquer des financements à long terme pour des projets essentiels qui stimulent les économies, créent des

emplois et améliorent les conditions de vie en Afrique. » Il précise également que cette initiative aide à combler le déficit de financement infrastructurel en orientant les capitaux privés vers les marchés émergents et frontières.

Du côté de Ninety One, le directeur Sumit Kanodia s'est réjoui de cet approfondissement du partenariat : « Ce prêt nous permettra de financer davantage de projets dans les énergies renouvelables, le numérique et les transports, qui favorisent une croissance inclusive, créent des emplois et renforcent la résilience climatique dans la région. »

À propos des acteurs clés

L'Emerging Africa and Asia Infrastructure Fund (EAAIF) : Véritable véhicule de financement mixte, l'EAAIF déploie des capitaux publics et privés sous forme de dette pour des projets d'infrastructure au Levant, en Afrique et en Asie (Sud et Sud-Est). Géré par Ninety One et soutenu historiquement par le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suisse et la Suède, le Fonds propose des produits de dette aux conditions commerciales pour des projets exploités par des experts du secteur privé. Actuellement, son portefeuille de prêts engagés s'élève à 1,6 milliard de dollars, répartis dans 25 pays et 10 secteurs différents.

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) : première institution de financement du développement du continent, elle regroupe la Banque africaine de développement, le Fonds africain de développement et le Fonds spécial du Nigéria. Avec une présence dans 41 pays africains et un bureau au Japon, elle œuvre pour le progrès social et économique de ses 54 États membres régionaux.

Source : BAD



# GUINEE EQUATORIALE

## Ciudad de la Paz remplace Malabo comme capitale

La Guinée équatoriale a officiellement changé de capitale. Par décret présidentiel daté du 2 janvier 2026, Ciudad de la Paz, située dans la province de Djibloho, a été désignée comme le nouveau centre politique et administratif du pays, en remplacement de Malabo. Une décision stratégique visant à corriger les déséquilibres territoriaux et à améliorer l'accès aux services publics.

**D**epuis le 3 janvier 2026, Ciudad de la Paz est officiellement la capitale de la République de Guinée équatoriale. La décision a été formalisée par un décret-loi signé par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, mettant ainsi fin au statut de Malabo, capitale historique mais géographiquement isolée sur l'île de Bioko. Raisons avancées : position géographique plus centrale, gros potentiel d'expansion urbaine et volonté de moderniser l'administration, renforcer l'unité nationale et favoriser un développement équilibré.

Située sur le continent, dans la province de Djibloho, à proximité de l'aéroport international de Mengomeyén, Ciudad de la Paz, anciennement appelée Oyala, s'impose progressivement comme un nouveau pôle administratif. La ville se distingue déjà par ses infrastructures modernes, notamment ses tours, son palais présidentiel, ainsi que ses premiers complexes résidentiels et administratifs.

Selon le décret, l'ensemble des services de la Présidence de la République, des pouvoirs de l'État, des organes constitutionnels, des institutions gouvernementales et des entreprises publiques disposent d'un délai d'un an pour procéder à leur



transfert et à leur installation effective dans la nouvelle capitale.

Dans un communiqué du Bureau d'information et de presse de la Présidence, le chef de l'État justifie cette décision par la croissance urbaine rapide et non planifiée des villes de Malabo et Bata au cours des dernières décennies. Cette expansion, alimentée par un afflux constant de populations rurales, a entraîné une forte concentration des infrastructures, des services publics et des opportunités économiques dans ces deux agglomérations.

« La croissance urbaine non planifiée a engendré des défis considérables en matière d'aménagement du territoire, une saturation des services essentiels, un creusement des inéga-

lités régionales ainsi qu'une pression accrue sur les réseaux de transport et de communication », souligne le communiqué présidentiel.

Les autorités estiment que la poursuite de cette dynamique pourrait accentuer les déséquilibres territoriaux, fragiliser la cohésion nationale et compromettre les objectifs de développement durable du pays. Conçue dès 2008 à l'initiative du président Obiang, Ciudad de la Paz répond ainsi à une logique de rééquilibrage territorial et de planification urbaine. Grâce à sa position stratégique, à son potentiel d'expansion et à sa connectivité avec les autres régions du pays, la ville est présentée comme l'option idéale pour accueillir la capitale.

Déjà dotée d'infrastructures telles qu'une université et un hôpital, la nouvelle capitale ambitionne d'accueillir à terme près de 200 000 habitants et de concentrer l'ensemble des institutions gouvernementales. Toutefois, le transfert complet des services publics demeure un défi majeur pour cette métropole encore en pleine construction, dont le financement repose principalement sur les revenus pétroliers.



Source : [Pressafrik.com](https://www.pressafrik.com/) / [AfricaNews.com](https://www.africanews.com/)

## TUNISIE

# Le pays renforce sa politique de logement social avec 5 000 unités programmées à l'horizon 2030

Réuni le 13 janvier 2026 à La Kasbah, un conseil ministériel restreint consacré à la politique sociale du logement a examiné le plan d'exécution des programmes de logements sociaux. L'État prévoit la construction de 5 000 logements d'ici 2030, destinés aux catégories à revenus faibles et moyens, à travers des mécanismes de location-accession et de vente avec facilités de paiement.

Un conseil ministériel restreint consacré à la politique sociale de l'État dans le domaine du logement s'est tenu, mardi 13 janvier 2026, au palais du gouvernement à La Kasbah, sous la présidence de la cheffe du gouvernement, Sarra Zaafrani Zenzri. La réunion a porté sur le plan d'exécution relatif à la construction des logements sociaux, à leur cession aux catégories à revenus faibles et moyens, à travers les mécanismes de location-accession ou de vente avec facilités de paiement, ainsi que sur l'aménagement de lotissements sociaux.

À cette occasion, la cheffe du gouvernement a rappelé que la politique de logement de l'État vise à consacrer le droit constitutionnel à un logement décent, en mettant en place des mécanismes opérationnels adaptés aux capacités financières des familles tunisiennes à revenus faibles et moyens. Elle a souligné que cette orientation traduit l'engagement de l'État en faveur de la justice sociale et de la préservation de la dignité des citoyens.

Elle a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de développer une politique de logement équitable, d'élargir les programmes d'intervention du Fonds de promotion des logements pour les salariés (FOPROLOS) et de mobiliser les ressources financières nécessaires pour renforcer le mécanisme de location-accession. L'objectif est de maîtriser les coûts de réalisation des projets d'habitat afin qu'ils soient compatibles avec les capacités de remboursement des différentes catégories sociales.

De son côté, le ministre de l'Équipement et de l'Habitat, Salah Zouari, a présenté les grandes lignes du plan



élaboré par son département, qui sera mis en œuvre par les promoteurs immobiliers publics. Ce plan prévoit la construction de logements destinés à être cédés, selon les mécanismes de location-accession ou de vente avec facilités de paiement, au profit des catégories à revenus faibles et moyens.

Il prévoit également l'aménagement de lotissements sociaux, conformément aux orientations du président de la République, Kaïs Saïed, visant à rétablir le rôle social des promoteurs immobiliers publics et à proposer des logements à des prix tenant compte du pouvoir d'achat des citoyens, dans un contexte marqué par la hausse continue des prix d'acquisition et de location.

Dans le cadre du renforcement du rôle social de l'État, le ministre a indiqué que son département a mis à disposition un patrimoine foncier composé de terrains domaniaux dans plusieurs régions du pays. Ces terrains seront cédés au dinar symbolique aux promoteurs immobiliers publics, notamment la Société de promotion des logements sociaux (SPROLS) et la Société nationale immobilière de Tunisie (SNIT), afin d'y réaliser des logements sociaux desti-

nés aux ménages à revenus limités et moyens.

Selon les projections du plan de développement 2026-2030, l'État prévoit la construction d'environ 5 000 logements sociaux, pour un coût global estimé à 750 millions de dinars. Une première tranche, qui démarquera à partir de 2026, concernera la réalisation de 1 213 logements répartis sur 11 gouvernorats, pour un investissement d'environ 212 millions de dinars. D'autres projets seront programmés ultérieurement afin de couvrir l'ensemble des régions du pays.

Le plan prévoit également la mise en place d'une plateforme numérique dédiée à l'enregistrement des demandes de candidature et à l'établissement des listes de bénéficiaires. Ce dispositif vise à garantir une attribution transparente, fondée sur des critères objectifs et clairement définis.

Par ailleurs, des travaux sont en cours pour constituer une réserve foncière publique qui sera acquise à des prix préférentiels par l'Agence foncière d'habitation (AFH), en vue de la mise à disposition de lots sociaux au profit des catégories à revenus limités dans plusieurs régions.

Source : pm.gov.tn

A woman with braided hair, wearing a light blue button-down shirt, is focused on working on a large white architectural model. She is in a modern office environment with large windows and other people blurred in the background. The lighting is bright and professional.

AFRIQUE

# Dix réalisations architecturales qui constituent un pont entre passé et futur

Le continent africain, riche d'une diversité culturelle immense, se distingue par des édifices exceptionnels où s'entremêlent héritage ancestral et aspirations contemporaines. De l'Antiquité aux infrastructures de pointe, ces constructions ne sont pas seulement des bâtiments : elles forgent l'identité visuelle du continent, boostent son économie et illustrent son génie créatif. Voici un tour d'horizon de dix ouvrages emblématiques qui redéfinissent le paysage urbain africain.

# 1 Les Pyramides de Gizeh (Égypte)

Les pyramides de Gizeh, qui se trouvent sur le plateau de Gizeh, comptent parmi les édifices les plus antiques et remarquables à l'échelle mondiale. Érigées il y a plus de 4 500 ans, ces structures témoignent de l'élégance architecturale de l'Égypte ancienne. La Grande Pyramide, aussi appelée pyramide de Khéops, reste une merveille d'ingénierie qui n'a pas encore été surpassée de nos jours, demeure

un mystère. Plusieurs théories sont avancées par les chercheurs, y compris l'utilisation de rampes internes, de systèmes de levage hydraulique ou encore de poids compensateurs sophistiqués. Actuellement, ce lieu classé au patrimoine mondial de l'UNESCO attire des millions de visiteurs captivés par son énigme et sa majesté. Les pyramides persistent à stimuler la créativité des architectes et ingénieurs actuels.



# 2 La Grande Mosquée de Djenné (Mali)

C'est le plus vaste édifice au monde conçu intégralement en terre crue (banco). Fleuron du style soudano-sahélien, elle fut érigée au XIII<sup>e</sup> siècle avant d'être reconstruite en 1907. Tradition : Sa survie dépend du « crépisage » annuel, un rituel collectif où la communauté applique une nouvelle couche d'argile, renforçant ainsi la cohésion sociale. Ce rituel illustre la résilience et l'ingéniosité des populations locales face aux conditions climatiques extrêmes.





### 3 Le Pont Maputo-Katembe (Mozambique)

Inauguré en 2018, ce pont de 3 km est le plus long ouvrage suspendu du continent. Inauguré en 2018, ce projet, financé en grande partie

par la Chine, a nécessité plus de 750 millions de dollars d'investissement. Il a révolutionné le transport local. Impact : La traversée de la baie, qui

prenait autrefois plus d'une heure en ferry, se fait désormais en quelques minutes, stimulant ainsi l'essor économique de la capitale.



### 4 La Basilique Notre-Dame de la Paix (Côte d'Ivoire)

Située à Yamoussoukro, elle surpasse en superficie toutes les églises du globe. Construite entre 1985 et 1989 pour environ 300 millions de dollars, elle s'étend sur 30 000 m<sup>2</sup>. Sa coupole de 158 mètres de hauteur est visible à plusieurs kilomètres à la ronde, ce qui en fait un repère emblématique de Yamoussoukro.

Architecture : Inspirée de Saint-Pierre de Rome, elle peut accueillir 18 000 fidèles malgré les débats passés sur son coût.



## 5 Les habitations troglodytes de Matmata (Tunisie)



Ces demeures excavées dans la roche offrent une solution ingénieuse contre la fournaise du désert grâce à une isolation thermique naturelle.

Certaines de ces habitations troglodytiques datent de plus de 1 000 ans et sont encore occupées de nos jours. Ces structures se composent généralement d'une cour centrale creusée dans le sol, autour de laquelle s'articulent les différentes pièces de vie..

Culture Pop : Le site est mondialement célèbre pour avoir servi de décor à la maison de Luke Skywalker dans la saga Star Wars.

## 6 Le siège de l'Union africaine (Éthiopie)

Symbole de la diplomatie continentale à Addis-Abeba, ce complexe a été offert par la Chine en 2012. Culminant à 99,9 mètres, il comprend une salle de conférence de 2 500 places ainsi que plusieurs bureaux diplomatiques. Son design futuriste et ses équipements ultramodernes en font un centre névralgique des décisions politiques africaines.

Enjeu : S'il incarne l'unité africaine, il a été au cœur de polémiques en 2020 suite à des soupçons de cyberespionnage.



## 7 L'Iconic Tower (Égypte)

Avec une hauteur de 393,8 mètres, l'Iconic Tower, qui se trouve dans la nouvelle capitale administrative d'Égypte, détient le titre du plus haut édifice d'Afrique, surpassant ainsi les autres tours du continent. Inauguré en 2024, ce gratte-ciel emblématique qui a vu le jour grâce à un projet de construction entamé en 2018 témoigne de l'aspiration architecturale et économique de l'Égypte contemporaine. Il héberge des bureaux gouvernementaux, des zones commerciales, des hôtels haut de gamme ainsi que des habitations ré-

sidentielles. Cette tour représente l'expansion économique et la modernisation accélérée de l'Égypte. Sa conception moderne incorpore des matériaux de premier choix et des technologies avancées, traduisant l'ambition du pays de se positionner en tant qu'acteur clé de l'immobilier et des affaires en Afrique. La Tour Iconique est une structure architecturale emblématique visible à grande distance, procurant une vue panoramique spectaculaire de la nouvelle capitale égyptienne et attirant ainsi de nombreux visiteurs et investisseurs étrangers.



## 8 La Bibliothèque d'Alexandrie (Égypte)

Rouverte en 2002, la Bibliothèque d'Alexandrie est un centre culturel et scientifique de portée internationale. Sa structure circulaire impressionnante et ses murs couverts d'inscriptions anciennes rendent hommage à la bibliothèque antique qui a vu le jour au IIIe siècle avant J.-C. et qui était l'un des plus grands pôles de connaissance de l'Antiquité.

Ce complexe contemporain a la capacité de stocker huit millions d'ouvrages et abrite divers musées, un planétarium, un centre de congrès ainsi que des laboratoires de recherche à la pointe. Il occupe une place centrale dans la propagation du savoir et la portée intellectuelle de l'Égypte. La bibliothèque agit aussi en tant que centre de numérisation et de préservation du patrimoine culturel, contribuant à la conservation de livres rares et de manuscrits historiques.



## 9 Les obélisques d'Axoum (Éthiopie)

Les obélisques d'Axoum, construits il y a plus de deux millénaires, symbolisent le royaume axoumite, l'une des civilisations les plus importantes de l'Antiquité africaine. Ces constructions monolithiques taillées dans le granit peuvent parfois culminer à 24 mètres et sont décorées d'ornements sophistiqués illustrant des portes et des fenêtres stylisées. L'Obélisque d'Axoum, l'un des plus connus, pesant ap-

proximativement 160 tonnes, a été transféré en Italie en 1937 sous le régime de Mussolini. Il a ensuite été rendu à l'Éthiopie en 2005 et remis en place en 2008. Actuellement, ces obélisques représentent d'importants lieux touristiques et archéologiques, illustrant la force et l'élégance de la civilisation axoumite, qui faisait office de carrefour commercial et culturel entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Inde.



## 10 Le Barrage de la Renaissance (Éthiopie)



Le Barrage de la Renaissance, doté d'une capacité de production de 6 000 MW, se classe parmi les projets hydroélectriques les plus grands en Afrique et parmi les plus audacieux à l'échelle mondiale. Ce barrage de 145 mètres de hauteur et 1,8 km de long, construit sur le Nil Bleu, a pour objectif de garantir l'autonomie énergétique de l'Éthiopie tout en fournissant de l'électricité aux nations limitrophes. Son édification, entamée en 2011, a constitué un enjeu stratégique de premier plan, engendrant des frictions diplomatiques avec l'Égypte

et le Soudan, dépendants du flux du Nil pour leur agriculture et leur fourniture en eau. Une fois en service, cette structure hydraulique aura pour fonction de contrôler le flux du fleuve, d'éviter les crues et de favoriser l'industrialisation ainsi que la progression économique de la zone.

Le Barrage de la Renaissance représente l'expansion énergétique et économique de l'Éthiopie, cependant il reste un sujet de controverse géopolitique du fait de son influence sur la distribution des ressources en eau dans cette zone.

### Conclusion

Ces dix réalisations prouvent que l'architecture africaine est un moteur de rayonnement. Entre préservation de la mémoire et défis technologiques, ces édifices façonnent non seulement les villes, mais aussi les relations diplomatiques et l'avenir économique du continent.

<https://blog.kel-etude.com/article/10-constructions-majeures-en-afrique-entre-histoire-et-modernite>

AFRIQUE

# Panorama de l'excellence hôtelière

L'Afrique regorge de lieux cumulant prestige et extrême raffinement. Cette revue présente les quinze hôtels qui se distinguent par leur esthétique et qui raviront à n'en point douter ceux qui recherchent des destinations d'exception. Ce classement met en avant de manière significative le Maroc et l'île Maurice, qui se distinguent nettement par la qualité de leurs infrastructures.



**E**n quinzième position, **La Maison Arabe au Maroc** s'impose comme une institution historique de la médina depuis 1946. Ce sanctuaire dispose de 26 chambres et suites, la plupart avec terrasse privée et cheminée. L'offre gastronomique y est riche avec trois restaurants, un piano-bar et une académie culi-

naire renommée pour son expertise marocaine. La détente est assurée par deux piscines, l'une nichée dans le jardin intérieur et l'autre située à quinze minutes via une navette. Réputé pour son architecture fastueuse, cet hôtel se distingue par l'excellence constante de son personnel dévoué.

## L'OBEROI BEACH RESORT À L'ÎLE MAURICE

Le quatorzième rang est occupé par, un complexe sophistiqué dont les structures sous toits de chaume bordent les eaux cristallines de l'océan Indien. Proche de l'aquarium local et du temple Maheswarnath Mandir, l'établissement propose des villas élégantes équipées de salles de bain en

marbre, de jardins privés et de piscines individuelles. En plus des technologies modernes incluses, les hôtes bénéficient du petit-déjeuner offert, d'un accès à quatre restaurants, d'un spa complet et d'une aire de jeux dédiée aux enfants.



## MANDARIN ORIENTAL AU MAROC



À la treizième place, le **Mandarin Oriental au Maroc** s'étend sur vingt hectares de verdure à proximité de la place Jemaa el-Fnaa. Ce domaine imprégné de culture berbère propose des suites luxueuses avec hammam intégré et des villas dotées de cours spacieuses. Les amateurs de gastronomie peuvent y savourer des spécialités marocaines et chinoises, tandis qu'un service de location de vélos permet d'explorer les environs de la Koutoubia ou du jardin Majorelle.

## MANDARIN ORIENTAL AU MAROC

Le **Constance Prince Maurice à l'île Maurice**, douzième du classement, est un vaste domaine de soixante hectares situé à une cinquantaine de kilomètres de l'aéroport international Sir Seewoosagur Ramgoolam. Ses hébergements, parfois perchés sur pilotis au-dessus d'une réserve de pêche, offrent un luxe total incluant spas privés, service d'étage permanent et accès à deux parcours de golf. L'originalité du lieu réside également dans son restaurant flottant et sa décoration intérieure ornée de fresques tropicales, le tout complété par des activités nautiques et des concerts réguliers.



## HÔTEL DAR ZITOUNE AU MAROC

Onzième de la liste, l'hôtel **Dar Zitoune au Maroc** constitue un havre de paix à Taroudant. Prisé pour son calme olympien et sa propreté irréprochable, ce complexe cinq étoiles séduit par sa cuisine raffinée et son atmosphère romantique. Idéalement situé près des tanneries et des galeries d'art locales, l'établissement offre tout le confort moderne, incluant une piscine accueillante et un service de conciergerie attentif pour optimiser les visites culturelles des résidents.



## ANANTARA MAIA SEYCHELLES VILLAS



Aux Seychelles, l'**Anantara Maia Seychelles Villas** occupe la dixième position. Établi sur une péninsule de l'île de Mahé, ce complexe cinq étoiles propose des villas au design insulaire chic avec majordome privé et piscine à débordement. La formule inclut l'intégralité des repas et boissons, pouvant être servis dans l'intimité de la villa ou au restaurant-bar. Entre deux séances de plongée ou un passage au spa, les visiteurs profitent d'une vue imprenable sur l'océan dans ce qui s'apparente à un véritable paradis terrestre.

## KAPAMA RIVER LODGE EN AFRIQUE DU SUD

La neuvième place revient au **Kapama River Lodge en Afrique du Sud**, situé dans une réserve animale connectée au parc Kruger. Ce lodge, le plus vaste de sa catégorie, offre soixante-quatre suites élégantes avec les montagnes du Drakensberg pour horizon. Les clients y vivent une immersion totale dans la faune africaine, tout en profitant de safaris organisés, de buffets complets et d'un spa moderne, faisant de ce lieu une référence pour les couples en quête d'aventure et de confort.

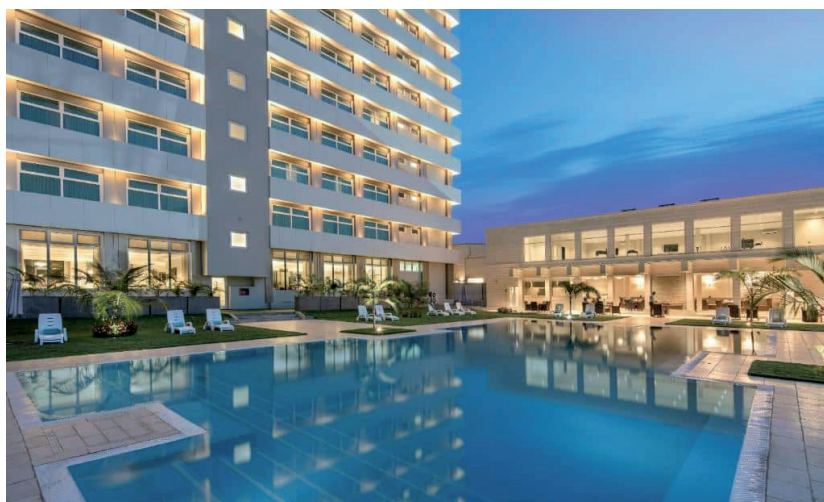


## SOFITEL ABIDJAN HÔTEL IVOIRE EN CÔTE D'IVOIRE

Le **Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire en Côte d'Ivoire**, huitième du classement, domine la lagune Ébrié. Ce complexe urbain emblématique propose des chambres branchées et des suites équipées de technologies de pointe. Avec ses cinq bars, ses quatre restaurants et ses infrastructures sportives incluant tennis et salle de fitness, l'hôtel combine services d'affaires et de loisirs, tout en offrant des prestations telles que des excursions en bateau et un spa avec hammam.



## FRASER SUITES ABUJA



Au Nigéria, le **Fraser Suites Abuja** se classe septième. Situé au cœur du quartier des affaires, cet établissement de haut standing propose des appartements modernes avec cuisines équipées et salles de bain en marbre. Outre sa proximité avec la mosquée nationale, le complexe dispose d'une piscine extérieure sécurisée, d'un jardin et de plusieurs options de restauration, dont une pizzeria en plein air, répondant parfaitement aux attentes d'une clientèle internationale exigeante.

## JAZ CRYSTAL ALMAZA BAY

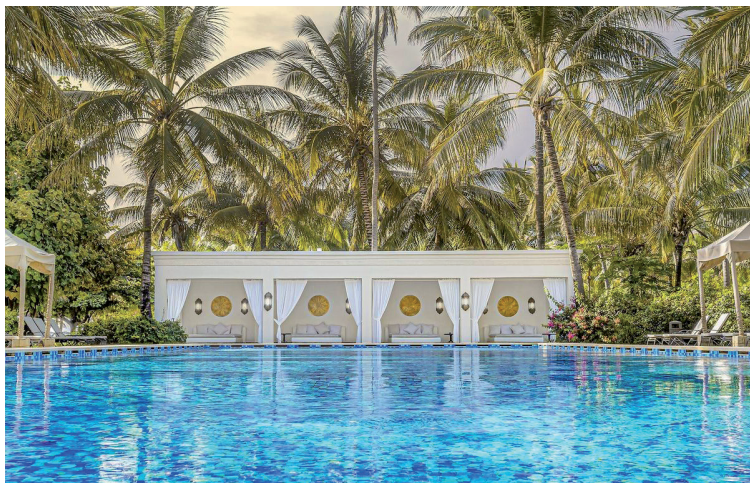
En Égypte, le **Jaz Crystal Almaza Bay** occupe le sixième rang sur la plage de Marsa Matrouh. Ce complexe cinq étoiles mise sur une atmosphère ludique avec un club pour enfants, des tournois de fléchettes et de ping-pong. Les résidents profitent d'un cadre soigné comprenant un jardin, un bar somptueux et une salle de sport, le tout complété par un petit-déjeuner buffet quotidien et un service disponible à toute heure.





## BARAZA RESORT AND SPA ZANZIBAR EN TANZANIE

Le **Baraza Resort and Spa Zanzibar en Tanzanie**, cinquième de la liste, est installé dans un imposant bâtiment et évoque la splendeur d'un palais oriental au bord de l'océan Indien. Les villas y sont décorées avec opulence, proposant des lits à baldaquin et des jardins privés parfaitement entretenus. C'est un petit coin de paradis, car les villas sont spacieuses et joliment aménagées, puis les jardins et la piscine, très bien entretenus. L'excellence du service et la diversité de la gastronomie y sont particulièrement saluées, tandis que le spa et le centre de plongée offrent des moments de détente ou d'exploration inoubliables.



## LUX BELLE MARE À L'ÎLE MAURICE



À la quatrième place, le **Lux Belle Mare à l'île Maurice** se distingue par sa plage paradisiaque et l'une des plus vastes piscines du pays. Les suites offrent des panoramas sur l'océan. Elles sont équipées d'une connexion Wi-Fi gratuite, d'une télévision à écran plat, d'une cafetière et d'un minibar. Elles comprennent également une armoire de plain-pied et un coin salon. Les villas disposent en outre d'une piscine privée.

L'offre culinaire internationale, avec des spécialités indiennes et chinoises, s'accompagne d'un spa et d'espaces dédiés aux adolescents, garantissant un séjour complet pour toutes les générations.

## LUX LE MORNE À L'ÎLE MAURICE

Le troisième rang est attribué au **LUX Le Morne à l'île Maurice**, un établissement tout compris situé au pied de formations géologiques spectaculaires. Ce complexe hôtelier haut de gamme tout compris est situé sur une plage de l'océan Indien et se compose de plusieurs bâtiments au toit de chaume. Il est logé au Golf Club à 8 km de la formation géologique Terres des Sept Couleurs. Les chambres disposent chacune d'une terrasse et d'une salle de bain en marbre. Les activités y sont singulières, allant du kitesurf aux séances de yoga, avec la possibilité exceptionnelle de nager avec les dauphins dans les eaux turquoises entourant les jardins tropicaux de l'hôtel.

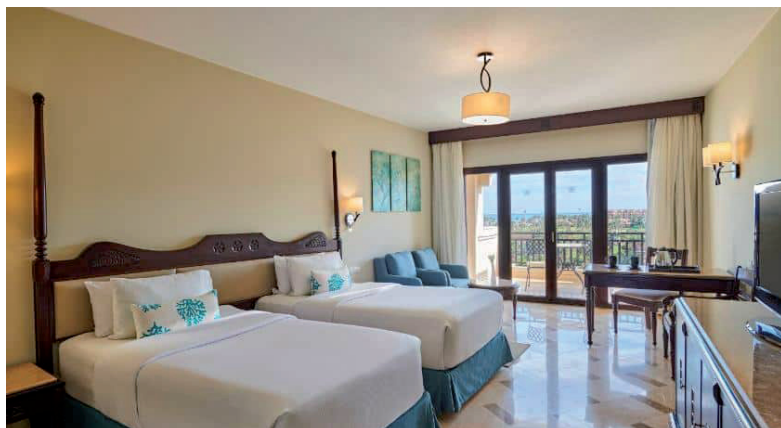


## PALACINA RÉSIDENCE & SUITES

Au Kenya, la **Palacina Résidence & Suites** se positionne en deuxième place comme une oasis de sérénité au sein de Nairobi. Ce boutique-hôtel de charme dans le quartier de State House propose des appartements luxueux et des suites meublées avec un goût célébrant l'esprit kenyan. C'est un lieu de rencontre privilégié pour les voyageurs du monde entier, offrant une hospitalité chaleureuse et un petit-déjeuner campagnard dans un cadre paisible.



## STEIGENBERGER ALDAU BEACH HOTEL EN ÉGYPTE



Enfin, le **Steigenberger ALDAU Beach Hotel en Égypte** décroche la première place. Ce complexe balnéaire dominant la mer Rouge près d'Hurghada propose des suites avec spa privé et des villas dotées de piscines en toiture. Entre son parcours de golf, son centre de plongée et sa piscine à courant d'eau, l'établissement offre une expérience de loisirs totale, soutenue par une offre gastronomique internationale et des prestations haut de gamme disponibles en permanence.

## HILTON YAOUNDÉ AU CAMEROUN

En complément de ce classement, d'autres établissements africains méritent une attention particulière. Le **Hilton Yaoundé au Cameroun** propose un service de prestige avec un restaurant sur le toit et des infrastructures d'affaires complètes à proximité des monuments nationaux. En Algérie, le **Lamaraz Hotels** séduit par sa vue imprenable sur la baie d'Alger et ses suites équipées de jacuzzis, le tout au cœur d'une zone commerciale dynamique. Enfin, le **Hyatt Regency Addis Ababa en Éthiopie** se dresse comme un château moderne dans la capitale, offrant des chambres club avec accès à des salons privés et des terrasses salubres, garantissant un séjour urbain d'un raffinement extrême.

Source : <https://www.map24.com/top-15-des-plus-beaux-hotels-dafrique/>



# VERS UNE MUTATION URBAINE EN AFRIQUE

## L'alliance du numérique et du durable

De la capitale rwandaise à la métropole kényane, on observe une convergence entre les flux d'investissements, les impératifs écologiques et les avancées technologiques, dessinant ainsi le nouveau visage des cités africaines. Gros plan sur dix projets urbains les plus emblématiques d'Afrique.

À l'horizon 2050, la part des Africains résidant en ville franchira la barre des 60 %. Cette croissance fulgurante, si elle n'est pas encadrée, porte en elle des menaces d'aggravation de la pauvreté, des émissions de gaz à effet de serre et des inégalités. Toutefois, le concept de ville intelligente offre une alternative prometteuse. Ce secteur, devenu un laboratoire d'expérimentation mondial pour l'innovation urbaine, pèsera environ 1,5 milliard de dollars dès 2025, avec une progression annuelle de 12 % maintenue jusqu'en 2029. À travers la gouvernance numérique et l'adoption des énergies vertes, les

métropoles du continent se métamorphosent en s'appuyant sur des outils intelligents dédiés à la durabilité et à la capacité de résilience.

D'après les analyses de Statista, l'organisme allemand spécialisé en intelligence économique, les revenus générés par les « smart cities » en Afrique devaient atteindre 1,5 milliard de dollars fin 2025. En maintenant cette dynamique de croissance de 12 % par an, la valeur du marché s'élèvera à 2,36 milliards de dollars à l'aube de la prochaine décennie. Cet essor capte l'attention des acteurs mondiaux : Microsoft, par exemple, s'implique activement dans cette transition numérique

avec l'ambition de former, d'ici 2026, plus d'un million de spécialistes locaux aux enjeux de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle.

De nombreux chantiers de grande ampleur redéfinissent actuellement le paysage urbain continental. Qu'il s'agisse de santé, d'habitat, de mobilité ou d'administration, ces dix initiatives structurent les bases technologiques pour des cités plus équitables.

Source : <https://www.rinnovabili.net/business/constructions/smart-cities-in-africa-urban-future/>

### 1. VISION CITY

Rwanda Porté par Ultimate Developers Ltd à Kigali, ce projet constitue le plus vaste ensemble résidentiel connecté du pays, prévu pour 22 000 résidents. D'ici 2025, le site intégrera des dispositifs de comptage intelligent, un adressage numérique complet, une gestion

automatisée des résidus et des équipements solaires pour chaque foyer. L'espace public sera sécurisé par une surveillance algorithmique et un éclairage autonome. Cette cité s'impose comme une référence en Afrique de l'Est pour sa qualité de vie et son intégration numérique.



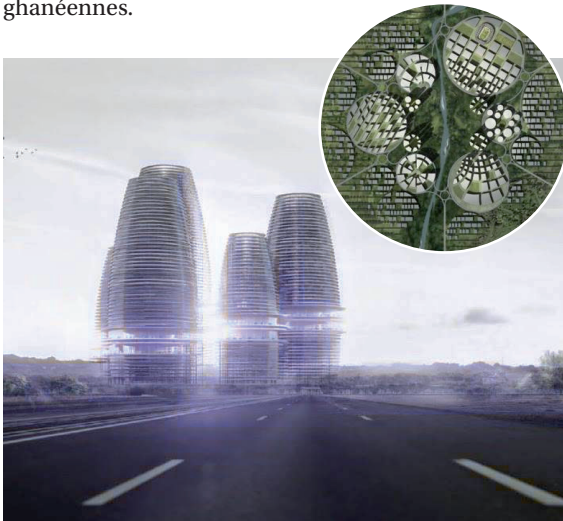
## KONZA TECHNOPOLIS

Kenya Localisée à 60 km de la capitale Nairobi, la « Silicon Savannah » domine le classement des cités intelligentes du continent. Ce partenariat public-privé d'envergure réunira des centres de données, des pôles universitaires, des firmes technologiques et un centre d'affaires. La phase initiale, s'achevant en 2025, verra le déploiement de services cloud, de centres de pilotage centralisés, de gestion automatisée des déchets et de solutions de mobilité douce. Avec 1,3 milliard de dollars déjà injectés, Konza accueille plus de 50 entités (startups et multinationales), affirmant son statut de projet le plus sophistiqué d'Afrique.



## HOPE CITY

Ghana Initialement prévue comme une cité verticale dotée des plus hautes tours du continent, Hope City à Accra a pris un nouveau virage en 2024-2025. Grâce à des alliances centrées sur les technologies bas carbone, elle s'est transformée en un hub pour les startups et le télétravail. Le site propose une infrastructure 5G, une gestion urbaine assistée par IA et un marché immobilier sur blockchain. Avec 300 millions de dollars de capitaux privés, ce projet incarne les ambitions technologiques ghanéennes.



## MODDERFONTEIN NEW CITY



Afrique du Sud Situé à l'est de Johannesburg et financé par le groupe chinois Zendai, ce projet se positionne comme un carrefour technologique majeur. Bien que son lancement ait été progressif, ses infrastructures sont opérationnelles depuis 2025, incluant des parcs technologiques, des centres de recherche en IA et des transports connectés. Le développement repose sur le zonage intelligent, la fibre optique et un cadastre sécurisé par blockchain. Visant 100 000 habitants et la création de 30 000 emplois à l'horizon 2030, c'est un pilier de l'urbanisme numérique sud-africain.

## MENLYN MAINE



Afrique du Sud Établi à Pretoria, ce quartier revendique le titre de première cité intégralement écologique du continent. Il fusionne des systèmes intelligents pour la gestion de l'eau, de l'énergie et des flux de données. Les bâtiments exploitent l'IA pour optimiser l'énergie, tandis que des usines transforment les déchets en ressources énergétiques. D'ici 2025, le déploiement de l'autopartage et de bornes électriques vise à diminuer de 18 % l'usage des véhicules privés, prouvant l'efficacité de la modernisation des zones urbaines existantes.

## EKO ATLANTIC

Nigeria Aménagée sur des remblais maritimes au large de Lagos, cette cité est l'une des plus audacieuses. Prévue pour accueillir 250 000 habitants et 150 000 usagers quotidiens, elle dispose de ses propres réseaux (énergie, eau numérique, électricité indépendante) et d'une infrastructure TIC souterraine. En 2025, des outils de pointe comme la gestion du trafic en temps réel, le pilotage des services publics par application et l'identité numérique sécurisée y seront activés. Malgré les débats sur son exclusivité, elle reste une icône de l'innovation privée.



## APPOLONIA CITY



Ghana Initiée par Rendeavour près d'Accra, cette ville planifiée couvre 930 hectares et mélange industries légères, commerces et résidences. Elle se distingue par son éclairage solaire et sa gestion optimisée des déchets. D'ici 2025, elle adoptera des compteurs connectés et un cadastre numérique pour limiter la corruption et accroître la performance des services de l'État, servant de référence pour un urbanisme adaptable en Afrique de l'Ouest.

## TATU CITY, KENYA



Ce projet de 20 km<sup>2</sup>, situé à 20 km de Nairobi, s'inscrit dans le cadre du plan Vision 2030. Zone économique spéciale depuis 2011 développée par Rendeavour, elle compte aujourd'hui 90 entreprises, 15 000 employés et 5 000 résidents. Entre 115 et 200 millions de dollars ont été investis dans ses infrastructures. À terme, sa contribution annuelle au PIB du Kenya est estimée à 1,5 milliard de dollars. Son modèle repose sur une gouvernance autonome, une sécurité numérique et une inclusion durable.

## CENTENARY CITY, NIGERIA



Situé près d'Abuja, ce projet de zone franche vise à égaler le prestige de Singapour ou Dubaï. Il ambitionne de générer 18,5 milliards de dollars d'investissements et de créer 400 000 emplois au total (dont 150 000 dans la construction). Bien que seulement 7 % des infrastructures soient achevées après une décennie, le projet mise sur des réseaux intelligents, une surveillance par drones, la biométrie et une administration par IA. Une relance fédérale en 2025 pourrait redonner du souffle à cette initiative.

## KIGALI INNOVATION CITY, RWANDA



Ce pôle technologique de 61 hectares, situé dans la zone économique spéciale de Kigali, vise à faire du Rwanda un leader régional. Soutenu par le gouvernement, la BADEA et Africa50, le site accueille déjà des institutions comme la Carnegie Mellon University Africa. L'objectif est d'attirer 2 milliards de dollars de fonds privés pour créer 50 000 emplois, tout en favorisant la mobilité propre, les bâtiments intelligents et une connectivité de pointe.

# LE GRAND MUSÉE ÉGYPTIEN

## Un chef-d'œuvre monumental au cœur du plateau de Gizeh

L'Égypte vient d'ouvrir un nouveau chapitre de son histoire culturelle avec l'inauguration officielle, le 1<sup>er</sup> novembre 2025, du Grand musée égyptien (GEM), un projet pharaonique de plus d'un milliard de dollars, conçu pour célébrer cinq millénaires de civilisation. Situé aux portes du plateau de Gizeh, à proximité des célèbres pyramides de Khéops, Khéphren et Mykérinos, ce musée unique au monde se veut à la fois un hommage au passé et un symbole de modernité.



**F**ruit de plus de vingt ans de travaux, le GEM s'étend sur près d'un demi-million de mètres carrés. Conçu par le cabinet d'architecture irlandais Heneghan Peng, il a été imaginé comme la « quatrième pyramide » du plateau de Gizeh. Mélange harmonieux de pierre et de verre, le bâtiment s'intègre dans le paysage mythique tout en affirmant une audace résolument contemporaine.

L'intérieur impressionne par son escalier monumental, bordé de statues colossales et de tombeaux, conduisant à une vaste baie vitrée offrant une vue panoramique sur les pyramides. Le musée comprend également douze galeries thématiques, un centre de conférences, une bibliothèque, un musée pour enfants, ainsi que des espaces éducatifs et commerciaux.

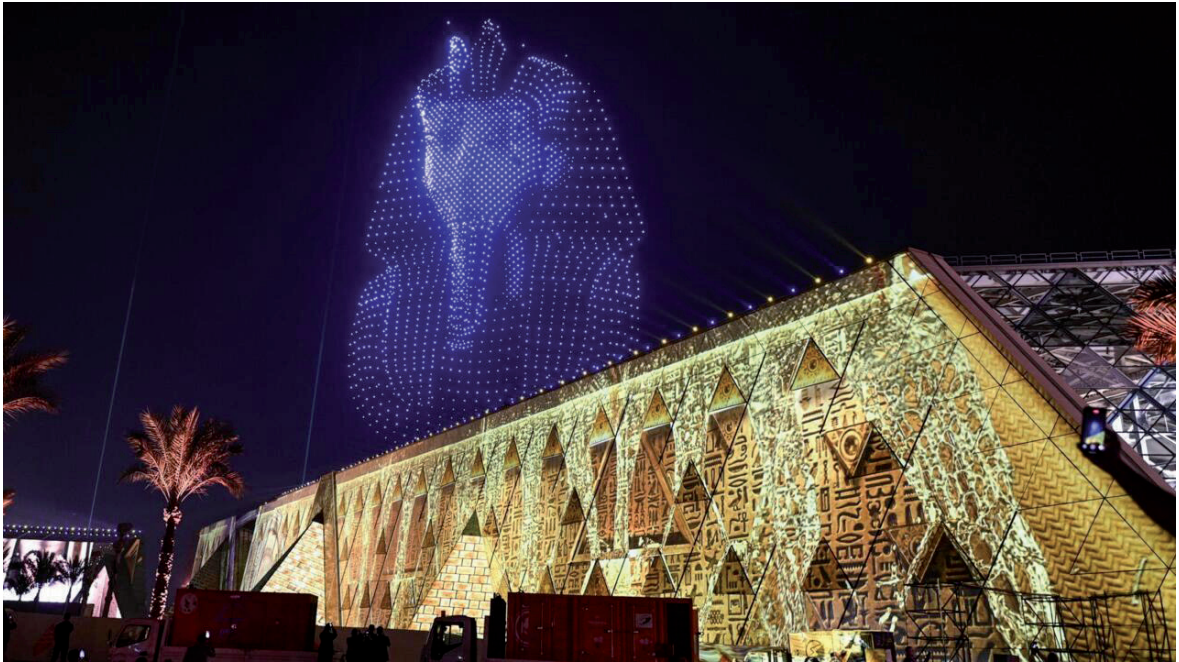
Le Grand musée égyptien abrite plus de 100 000 artefacts, dont la moitié est exposée au public. Ces pièces, héritées des trente dynasties pharaoniques, retracent 5 000 ans d'histoire, de la préhistoire à la période gréco-romaine.

Dès l'entrée, les visiteurs sont accueillis par la statue monumentale de Ramsès II, haute de onze mètres et pesant 83 tonnes, symbole de puissance et de grandeur. Plus loin, une galerie entière est consacrée au pharaon Toutânkhamon : plus de 4 500 objets funéraires, dont son célèbre masque en or et son sarcophage en quartzite rouge contenant trois cercueils emboîtés, dont le plus petit, en or massif, pèse 110 kg. Des objets funéraires découverts en 1922 par l'archéologue britannique Howard Carter dans un tombeau inviolé de la vallée des Rois, en Haute-

Égypte. Ils sont exposés pour la première fois dans leur intégralité.

### Un projet culturel et économique majeur

Le musée réserve également une place de choix (4000 m<sup>2</sup>) aux barques solaires de Khéops, chefs-d'œuvre de l'artisanat antique. L'une d'elles, longue de 43,5 mètres et vieille de 4 600 ans, est considérée comme le plus ancien artefact en bois au monde. Une seconde barque, découverte plus récemment, est en cours de restauration dans un bâtiment spécialement aménagé et visible du public. Soutenu financièrement et techniquement par le Japon, le GEM a mobilisé des milliers de personnes et surmonté de nombreux retards dus aux bouleversements

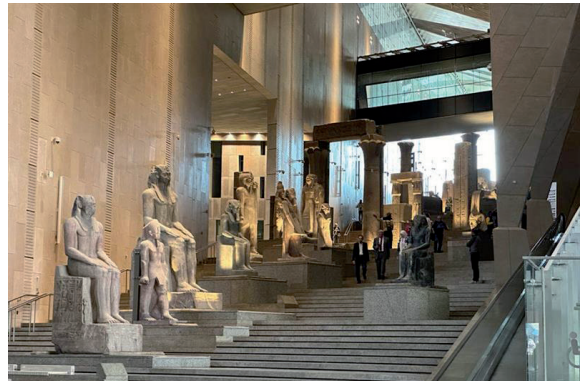


politiques et sanitaires : instabilité politique liée au Printemps arabe, pandémie mondiale de covid-19, tensions régionales... Aujourd'hui, il se positionne comme le plus grand musée au monde consacré à une seule civilisation et ambitionne d'accueillir jusqu'à cinq millions de

visiteurs par an. Pour le président Abdel Fattah el-Sissi, cette inauguration marque « un nouveau chapitre de l'histoire du présent et du futur » et illustre « le génie des humains d'Égypte ». Avec ce projet monumental, l'Égypte ne se contente pas de pré-

server son héritage : elle le met en scène pour le monde entier, offrant à la fois un lieu de savoir, de beauté et de mémoire, au pied des pyramides éternelles.

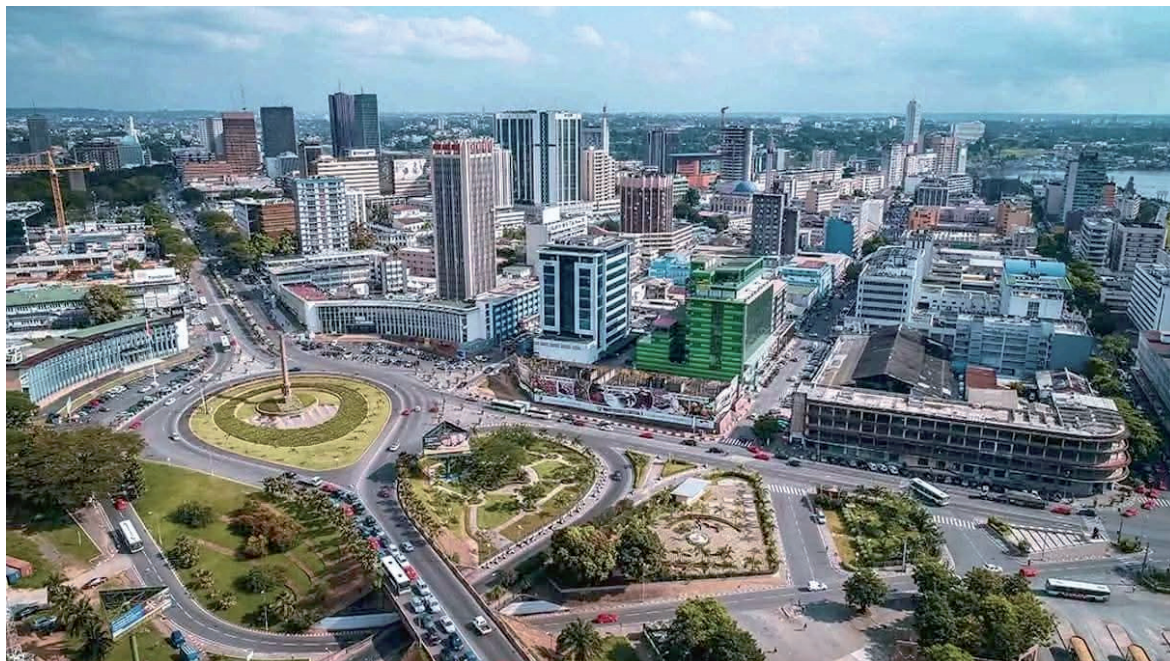
**Source APAnews/France 24**



# AFRIQUE

## Top 10 des villes les plus attractives en 2025

À mesure que l'Afrique confirme son essor économique et culturel, plusieurs de ses grandes villes s'imposent comme de véritables pôles d'attractivité pour les investisseurs, les jeunes talents et les expatriés en quête de nouvelles opportunités. En 2025, la dynamique urbaine du continent connaît une mutation notable, portée par des métropoles en pleine transformation, notamment en Afrique francophone.



### Pourquoi ces villes attirent-elles autant d'intérêts ?

Plusieurs facteurs expliquent cet engouement croissant : une forte croissance démographique, des politiques publiques incitatives, la mise en œuvre de vastes projets d'infrastructures et une ouverture accrue vers l'économie numérique. Pour les diasporas africaines installées en Europe et en Amérique du Nord, ces villes constituent également un lien stratégique entre leurs racines et leurs ambitions professionnelles et entrepreneuriales.

### Les critères retenus pour évaluer l'attractivité

Le classement repose sur un ensemble de critères déterminants, parmi lesquels :

- le niveau de développement économique et la présence de hubs technologiques ;
- les opportunités d'emploi et le

- dynamisme entrepreneurial ;
- la qualité de vie et la disponibilité d'équipements modernes ;
- l'accessibilité internationale, tant en matière de transports que de connectivité numérique ;
- la stabilité politique et le climat sécuritaire.

### Le classement des 10 villes africaines les plus attractives en 2025

Ce top 10 s'appuie sur les dernières analyses publiées par *The Africa Report*, croisées avec les principales tendances d'investissements observées en 2025.

#### 1. Le Caire (Égypte)

La capitale égyptienne conserve sa position de leader grâce à son emplacement stratégique, l'ampleur de son marché intérieur et ses importants projets dans les énergies

renouvelables. Le Caire demeure un carrefour commercial majeur, alliant héritage historique et modernité urbaine.

#### 2. Casablanca (Maroc)

Véritable moteur économique du Maroc, Casablanca s'impose comme une plateforme incontournable du business en Afrique, notamment dans les secteurs de la finance, des télécommunications et de l'industrie automobile.

#### 3. Dakar (Sénégal)

Capitale francophone en plein dynamisme, Dakar séduit par son caractère cosmopolite, la vitalité de son écosystème de startups technologiques et des infrastructures en constante modernisation.

#### 4. Abidjan (Côte d'Ivoire)

Centre économique majeur de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan attire



de nombreux investisseurs grâce à ses ambitieux projets immobiliers et à son port, l'un des plus stratégiques de la sous-région.

### 5. Nairobi (Kenya)

Bien que non francophone, Nairobi s'impose naturellement dans ce classement en raison de son statut de principal hub technologique africain, souvent surnommé le « Silicon Savannah ».

### 6. Kigali (Rwanda)

Portée par la vision du Rwanda en matière de croissance verte et de villes intelligentes, Kigali se distingue par ses avancées en gouvernance, en innovation numérique et en planification urbaine.

### 7. Tunis (Tunisie)

Riche de son histoire et de son patrimoine culturel, Tunis mise sur les secteurs de la finance et des services, soutenue par une population jeune, qualifiée et fortement connectée.

### 8. Johannesburg (Afrique du Sud)

Pôle industriel et financier majeur du continent, Johannesburg demeure un acteur clé de l'économie africaine, malgré des défis persistants sur les plans social et sécuritaire.

### 9. Douala (Cameroun)

Capitale économique du Cameroun, Douala s'affirme comme un centre industriel et logistique, bénéficiant d'investissements soutenus dans les transports et les infrastructures portuaires.



### 10. Lomé (Togo)

Ville portuaire en pleine expansion, Lomé profite des réformes engagées par les autorités togolaises pour renforcer la stabilité macroéconomique et attirer les capitaux étrangers.

#### Les grandes tendances urbaines à retenir en 2025

Plusieurs évolutions majeures marquent le paysage urbain africain :

- l'essor des smart cities, avec des investissements croissants dans le numérique et les solutions durables ;
- la montée en puissance des énergies vertes, notamment les projets solaires et éoliens dans le Sahara et les zones côtières ;
- l'explosion de l'écosystème des startups, particulièrement dans la fintech, la santé digitale et l'agritech ;
- la modernisation des infrastructures, incluant routes,

ports, aéroports et systèmes de transports publics.

#### Quelles opportunités pour les investisseurs et les expatriés ?

Ces métropoles offrent de nombreuses perspectives d'investissement, notamment dans l'immobilier, les technologies, l'agriculture industrielle et les infrastructures. Les États multiplient par ailleurs les mesures incitatives, telles que la création de zones économiques spéciales et des dispositifs fiscaux avantageux.

Pour les jeunes diplômés et les talents africains, l'emploi tend à se concentrer dans ces grandes villes, qui proposent une meilleure qualité de vie, des établissements scolaires internationaux et un environnement professionnel stimulant.

#### Conclusion : une Afrique urbaine en pleine mutation

Le classement 2025 des villes africaines les plus attractives illustre la profonde transformation du continent, à la croisée des traditions, de la modernité et de l'innovation. L'Afrique francophone, en particulier, consolide son poids économique grâce à des capitales et des villes secondaires offrant des perspectives prometteuses.

Pour les investisseurs et les membres de la diaspora, le moment est propice pour explorer ces nouvelles « pépites urbaines » et contribuer à l'émergence d'un développement africain durable et inclusif.



## CÔTE D'IVOIRE

# La Tour de la Nation, ce nouveau géant de 225 mètres en gestation à Abidjan

Après la Tour F, Abidjan s'apprête à accueillir un autre gratte-ciel emblématique. Érigée sur le site historique de l'ex-place de la Sorbonne, la Tour de la Nation ambitionne d'allier hauteur, modernité architecturale et usages mixtes, confirmant l'entrée de la capitale économique ivoirienne dans une nouvelle ère urbaine.

**A**u cœur du Plateau, sur les ruines de l'ancien immeuble de l'ex « place de la Sorbonne », un vaste chantier est engagé depuis juin 2024. À cet emplacement chargé d'histoire sortira de terre, d'ici trois à quatre ans, la Tour de la Nation, un édifice de grande hauteur appelé à transformer durablement le paysage urbain du centre des affaires d'Abidjan. Porté par un partenariat public-privé entre l'État ivoirien et le consortium marocain Downtown Hotel Corporation (DHC), ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale « Sublime Côte d'Ivoire », dédiée à la promotion du tourisme et de l'attractivité économique.

Sur le plan technique, la Tour de la Nation culminera à environ 225 mètres, pour un total de 60 à 62 étages. Elle s'imposera ainsi comme l'un des plus hauts immeubles ja-

mais construits en Côte d'Ivoire et sur le continent africain. Son coût prévisionnel est estimé à 163 milliards de FCFA, un investissement significatif, quoiqu'inférieur à celui de la Tour F, évalué à près de 250 milliards de FCFA. Pensée comme un complexe urbain intégré, la tour adoptera une architecture contemporaine et une conception orientée vers l'efficacité énergétique et l'ergonomie des espaces.

Contrairement à la Tour F, située à la Cité administrative et exclusivement dédiée à l'usage de bureaux, la Tour de la Nation se distingue par sa vocation mixte. Elle abritera un hôtel de standing international, potentiellement opéré sous l'enseigne Pestana CR7, des résidences et appartements haut de gamme, des bureaux, ainsi que des espaces commerciaux, de restauration et de loisirs. Cette polyvalence fonc-

tionnelle la rapproche davantage des grands modèles internationaux de gratte-ciels multifonctionnels, à l'image du Burj Khalifa à Dubaï, bien que dans des proportions plus modestes.

Deux parcs botaniques situés à proximité immédiate, seront intégrés dans la conception globale du complexe, offrant une respiration verte dans un environnement urbain dense. Cette approche écologique et urbaine vise à concilier verticalité, qualité de vie et attractivité touristique.

Si la Tour F, avec ses 76 étages hors sol, demeurera plus haute, la Tour de la Nation n'en constitue pas moins un indicateur pertinent de la mutation d'Abidjan vers une ville qui « grandit en hauteur ». Elle deviendra le second gratte-ciel de cette envergure dans la capitale économique et pourrait placer la Côte d'Ivoire parmi les rares pays africains à abriter plusieurs des plus hautes tours du continent, aux côtés notamment de l'Iconic Tower de la nouvelle capitale égyptienne et de la Tour Mohammed VI de Rabat.

Outre la Tour F, plusieurs projets du même ordre sont annoncés ou en préparation, notamment la Tour Emergent de la CNPS, haute d'environ 40 étages, ainsi qu'un ensemble de trois tours de 30, 35 et 40 étages prévues sur le site de l'Agence ivoirienne de presse, dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le consortium ACC. À cela s'ajoute le vaste projet urbain « Eburny Pearl » à Treichville, en face du Plateau, qui prévoit sur dix ans un investissement estimé à 2 000 milliards de FCFA et la construction de gratte-ciels aux lignes résolument futuristes.

Sources : [Ledebativoirien.net /](http://Ledebativoirien.net/)  
[www.batirici.ci](http://www.batirici.ci)



CE MAGAZINE VOUS  
EST OFFERT

THIS MAGAZINE  
IS FREE



Boostez votre visibilité auprès de notre audience engagée en réservant dès maintenant votre espace publicitaire dans Home magazine.

Boost your visibility to our engaged audience by booking your advertising space in Home magazine now.



[www.homemag.info](http://www.homemag.info)



[commercial@homemag.info](mailto:commercial@homemag.info)  
+226 70202466



Innoprox Management : +226 25 40 28 58

# Assurance Crédit-Caution

*Entreprendre en toute  
sécurité.*

## → Les cautions de marchés :

- Cauton de soumission
- Cauton de bonne exécution
- Cauton de restitution d'acompte
- Cauton de dispense de retenue de garantie

## → Les garanties financières :

- Cauton financière
- Crédit fournisseur

### SONAR-IARD

Siège social : 284, Avenue de Loudun - 01 BP 406 Ouagadougou 01  
Tél. : +226 25 49 69 00/87/88 - Courriel : sonar@sonar.bf  
Site web : www.sonar.bf

